

ALAIN DESROSIÈRES

**Du travail à la consommation : l'évolution des usages  
des enquêtes sur le budget des familles**

*Journal de la société française de statistique*, tome 144, n° 1-2 (2003),  
p. 75-111

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_2003\\_\\_144\\_1-2\\_75\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_2003__144_1-2_75_0)

© Société française de statistique, 2003, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société française de statistique » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

# DU TRAVAIL À LA CONSOMMATION : L'ÉVOLUTION DES USAGES DES ENQUÊTES SUR LE BUDGET DES FAMILLES

Alain DESROSIÈRES \*

## RÉSUMÉ

Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, des enquêtes sur les revenus et les dépenses des familles ont été menées. Mais leurs buts et leurs usages ont beaucoup évolué, notamment depuis les années 1950. Auparavant elles avaient surtout servi à éclairer les conditions de reproduction de la main d'œuvre salariée, par exemple pour calculer des indices de prix nécessaires pour indexer des salaires. Plus généralement, elles fournissaient des outils pour décrire les situations de pauvreté. Elles portaient donc presque uniquement sur les familles des classes populaires. Elles étaient faites et utilisées par des réformateurs sociaux.

En revanche, entre les années 1950 et 1980, elles ont accompagné la croissance d'une société de « consommation de masse », analysée à l'aide des catégories keynésiennes de la comptabilité nationale. Elles portent dès lors sur toutes les classes de la société, et permettent ainsi de décrire des inégalités entre ces classes. Elles sont alors faites par les offices statistiques officiels, et sont utilisées par les administrations sociales, par des économistes et par des sociologues. En un mot, après avoir servi à réguler le marché du travail salarié, elles ont ensuite contribué à l'extension d'autres marchés, ceux des biens de consommation. A ces deux orientations ont correspondu des méthodes d'enquête, d'analyse et d'interprétation différentes. C'est la raison pour laquelle il est très difficile de construire des « séries longues » à partir de ces diverses enquêtes : c'est plutôt la série constituée justement par cette évolution des usages et des méthodes qui est pertinente d'un point de vue de l'histoire longue.

## ABSTRACT

Since the end of the 18th century, investigations about the incomes and the expenditure of the families were carried out. But their goals and their uses evolved much, in particular since the years 1950. Previously they had been especially used to clarify the conditions of reproduction of the paid labour, for example to calculate price indices in order to index wages. More generally, they provided tools to describe the situations of poverty. They thus related almost exclusively with families from popular classes. They were made and used by social reformers.

On the other hand, between the years 1950 and 1980, they accompanied the growth of the mass "consumption" society, the analysis of which was based on the Keynesian categories of national accounting. They consequently relate to all classes of the

---

\* INSEE, Paris, 18 Boulevard Adolphe Pinard, timbre D 005, F-75675 Paris Cedex 14.  
E-mail : alain.desrosieres@insee.fr

society, and thus make it possible to describe inequalities between these classes. During that period, they were made by the official statistical offices, and used by the social administrations, economists and sociologists. In a word, after having been used to control the paid labour market, they then contributed to the extension of other markets, those of consumption goods. The methods of investigation, analysis, and interpretation corresponding to these periods are quite different. This is why it is very difficult to build "long series" from these various investigations. The evolution of the data- collection methodology, in a sense, is more relevant from the long-run historical perspective than the series itself!

## 1. Introduction

De longue date et dans beaucoup de pays, des relevés des dépenses et des recettes des familles ont été faits par des moyens variés : carnets de comptes suscités ou spontanés, observations directes, interviews. Du XIX<sup>e</sup> siècle aux années 1940, ils servaient surtout à étayer des débats sur la pauvreté et sur les politiques du travail. Des années 1950 à 1980, ces enquêtes, beaucoup plus systématiques, ont eu d'autres usages. Elles ont fourni un langage commun permettant tout à la fois de mettre en valeur la croissance de la consommation et d'en dénoncer les injustices. Enfin, dans les années 1990, les enquêtes de ce type retrouvent en partie certains usages de la période antérieure, liés au retour de formes graves de pauvreté.

Parmi les innovations qui, dès sa création en 1946, ont distingué l'INSEE des services statistiques qui l'avaient précédé, les enquêtes par sondage sur les budgets de famille occupent une place importante. Leur succès a résulté de la combinaison des composantes scientifique et institutionnelle dont il héritait. D'une part, l'ancienne tradition savante et administrative de la *Statistique générale de la France* (SGF) avait été marquée par son insertion, de 1890 à 1930, dans un *Office du travail* orienté vers l'exploration des conditions d'exercice du travail, et des conditions de vie des travailleurs. Mais la SGF était une petite institution, ne disposant d'aucune implantation régionale, ce qui interdisait toute ambition de couverture nationale et de représentativité à ses enquêtes. D'autre part, le *Service national des statistiques* (SNS), créé en 1941, lègue à l'INSEE une importante infrastructure : dix-huit Directions régionales, une école spécialisée (qui deviendra l'ENSAE), des corps de statisticiens, et même un petit « service des sondages », créé par Jean Stoetzel. La combinaison entre un questionnement ancien (l'observation des budgets familiaux), une technique nouvelle (le sondage) et une infrastructure régionale étoffée, permet de faire des avancées décisives par rapport à ce qui se faisait auparavant. L'INSEE collabore alors avec d'autres institutions nées vers la même époque : l'INED (1945), l'Institut national d'hygiène, le CREDOC (1953). La construction des premiers tableaux de la comptabilité nationale suscite une demande massive pour des évaluations des consommations par produit. L'analyse économétrique des comportements des consommateurs est entamée dans les années 1950. Ce paysage scientifique et institutionnel nous est familier, au point de faire apparaître comme exotiques les enquêtes antérieures, en général évoquées seulement en termes de manque : échantillons trop petits,

## DU TRAVAIL À LA CONSOMMATION

non représentatifs, purement locaux ; procédures de collecte mal contrôlées ; nomenclatures impossibles à raccorder.

Pourtant les introductions des études publiées sur les budgets font souvent une allusion rapide à des enquêtes anciennes, comme celles de Frédéric Le Play, ou aux recherches des pères fondateurs de l'économie de la consommation (Ernst Engel) et de la sociologie des classes sociales (Maurice Halbwachs). Certains ont tenté de les utiliser pour établir des comparaisons sur longue période (Brousse, 1957 ; Saunier, 1975 ; Thélot, 1981). Mais ils n'ont pu que constater l'extrême discontinuité des procédures de ces enquêtes et de ces mesures. Tout en montrant les résultats de ces comparaisons, ils n'ont pas manqué de signaler la fragilité de celles-ci, présentées comme des ordres de grandeur tendanciels. Relisant les enquêtes du passé avec les lunettes du présent, ils ne pouvaient que déplorer la difficulté de bâtir de telles séries longues. Celles-ci supposent une comparabilité conventionnelle entre des époques différentes, de même que les comparaisons internationales postulent un espace de référence commun à des sociétés différentes. La pertinence de ces comparaisons ne peut pas être jugée dans l'absolu, mais uniquement en référence au réseau plus large de leurs usages, scientifiques ou politiques. Les conventions qui les ensèrent ne sont ni vraies ni fausses, elles sont éventuellement utiles, efficaces, convaincantes. Elles permettent de déployer une argumentation, un raisonnement, une revendication ou une démonstration.

TABLEAU 1. – Les usages des enquêtes budget : 1795-1994. Quelques exemples

Dates (nombre de budgets)	Auteurs ou institutions	Usages
1795-1797 (127 + 86)	Davies, Eden (Angleterre)	• Loi sur le minimum vital accordé aux pauvres, dite «Speenhamland».
1855-1900 (Quelques dizaines)	Le Play, Cheysson	• Monographies illustrant une philosophie sociale traditionaliste
1857-1895 (199)	Engel (Allemagne)	• Mesure du «coût de l'homme» • Lois de consommation
1900-1914 (Quelques centaines)	Rowntree, Bowley (Angleterre)	• Construction de seuils de pauvreté
1905 (5605)	Board of Trade (Angleterre)	• Comparaison des coûts de la main-d'œuvre en France, Angleterre et Allemagne
1907-1940 (85)	Halbwachs	• Étude de la spécificité de la classe ouvrière
1914 (1764)	SGF - Dugé de Bernonville	• Législation du travail et politiques salariales • Lutte contre l'alcoolisme
1920 (Quelques unités) 1925	Commission centrale du coût de la vie BIT	• Mise en œuvre des conventions collectives • Pondération des indices du coût de la vie
1930	BIT et compagnie Ford	• Gestion d'une firme multinationale, par comparaison des charges salariales dans divers pays

## DU TRAVAIL À LA CONSOMMATION

1937 (100)	Delpech	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comparaison entre employés et ouvriers</li> <li>• Critique des accords Matignon</li> </ul>
1946-1951 (Entre 800 et 2 600)	INSEE et Institut National d'Hygiène	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pondération des indices de prix</li> <li>• Traitement de la malnutrition</li> </ul>
1948 (4 086 + 4 237)	INSEE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Études de marché des textiles et du ravitaillement</li> </ul>
1946-1948 (1 080 + 774)	INED	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Argumentation des politiques familiales</li> </ul>
1956 (440)	INSEE et CECA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comparaison des niveaux de vie des travailleurs européens du charbon et de l'acier</li> </ul>
1956 (16 000)	INSEE et CREDOC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comptabilité nationale</li> <li>• Études de marché</li> <li>• Étude économétrique de la consommation</li> </ul>
1963 (1 300)	CREDOC et UNCAF	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Étude des familles nombreuses</li> </ul>
1963 (11 324)	INSEE et OSCE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comparaison internationale des niveaux de vie</li> <li>• Calcul des taux d'équivalence entre monnaies</li> <li>• Étude de la satisfaction des besoins alimentaires</li> <li>• Économétrie de la consommation</li> <li>• Étude du facteur «taille des ménages»</li> </ul>
1965-1972 (8 000)	INSEE (enquête)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évolutions annuelles de la consommation, surtout pour la comptabilité nationale permanente)</li> </ul>
1979, 1984, 1989, 1994 (entre 10 000 et 12 000)	INSEE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Économétrie de la consommation</li> <li>• Économie de la famille</li> <li>• Sociologie des groupes sociaux</li> <li>• Comptabilité nationale</li> <li>• Cadrage des études de marché</li> </ul>

Cet accent mis sur les notions d'usage et d'argument déplace le regard porté sur les enquêtes anciennes, d'abord tourné uniquement vers leurs résultats chiffrés. Un autre réexamen de cette série de travaux est possible, celui des contextes, des buts et des utilisations de ces investigations disparates, à la fois dans le temps et d'un pays à l'autre. Le cas des enquêtes sur les budgets est particulièrement propice à une telle exploration, différente, bien que complémentaire, de celle des bâtisseurs de séries longues : ce qui, pour eux, était une gêne et un obstacle, devient ici l'objet même de l'examen. En effet, ces enquêtes, organisées et commentées depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, l'ont été selon un grand nombre de perspectives et de finalités différentes. Elles constituent comme un cas d'école pour une sociologie historique de la statistique, qui chercherait à replacer celle-ci dans ses réseaux de construction et d'usage.

On présentera ici, à titre d'essai, quelques cas, surtout français, répartis entre les années 1850 et 1990, d'enquêtes et d'analyses de celles-ci, de Le Play à Jacques Desabie.

Une difficulté de méthode se présente : comment reconstituer les buts initiaux de ces entreprises ? Les textes de présentation sont souvent peu prolixes à ce sujet, comme si cela allait de soi, sans plus d'explications. Dans certains cas, pourtant, les enquêtes sont clairement inscrites dans un usage social explicite. Le cas typique est celui de l'indexation des salaires sur un indice du coût de la vie, impliquant une mesure de celui-ci. Ce cas est fréquent entre les années 1910 et 1950. A ce moment, la comptabilité nationale et son usage pour la planification prennent le relais, comme finalité affirmée de ces enquêtes. Mais souvent aussi, celles-ci sont présentées comme un impératif de la connaissance scientifique en général. Il faut alors examiner les analyses et les interprétations qui en résultent, pour reconstituer les réseaux d'arguments qui ont été à l'origine de l'organisation, toujours lourde et coûteuse, du recueil de ces budgets. Par exemple, les analyses *économiques*, en termes de comportement de consommation et de mesure des élasticités-revenus, diffèrent des analyses *démographiques* portant sur les coûts de reproduction de la population puis sur les structures familiales et les cycles de vie, ou *sociologiques*, en termes de classes sociales et de cultures spécifiques à celles-ci. Ceci n'empêche pas, cependant, que, dans le cas de l'INSEE, une forte présence de ces trois grilles d'interprétation a poussé à des études les confrontant et les combinant étroitement, ce qui n'est pas toujours le cas dans d'autres contextes, en France ou ailleurs. Mais cette combinaison entre économie, démographie et sociologie, typique des analyses menées à l'INSEE depuis les années 1960, rassemble en fait, derrière des enquêtes en apparence semblables, des interrogations de contenus fort différents selon les époques et les pays. Ces investigations remontent à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle pour l'Angleterre, et au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle pour la France, la Belgique ou l'Allemagne.

## 2. Engel et le « coût de l'homme »

Peu de statisticiens du passé ont vu leur nom passer à la postérité. Celui d'Ernst Engel (1821-1896), directeur du Bureau de statistique du Royaume de Saxe, est attaché à une « loi » : la part de l'alimentation dans les dépenses diminue quand le revenu augmente. Pourtant, lorsqu'Engel entreprend, en 1857, de tabuler et d'analyser 199 budgets ouvriers recueillis et publiés par le Belge Ducpétiaux en 1855, il ne cherche pas à formuler une loi générale de la consommation. Il veut surtout intervenir dans un débat du temps, poursuivi tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, ouvert par l'affirmation de Malthus sur l'inexorable divergence entre la croissance géométrique de la population et la croissance arithmétique des ressources (Berthomieu, 1966). Intitulé « Les conditions de la production et de la consommation du Royaume de Saxe », son article de 1857 déplace le problème posé par Robert Malthus, en le formulant en termes d'équilibre entre production et consommation. Ceci implique d'étudier empiriquement celle-ci et non de la fixer *a priori* de façon théorique et normative.

Le recueil et la publication de budgets de familles ouvrières avaient déjà été pratiqués, en Angleterre au xviii<sup>e</sup> siècle, puis en France par Le Play, et en Belgique par Ducpétiaux. Mais ces budgets étaient présentés tels quels, à la suite les uns des autres, certes dans des nomenclatures à peu près homogènes, mais ils n'étaient pas agrégés et tabulés de façon à faire apparaître des régularités ou des différences systématiques. Engel, poussé par la question plus générale de « coût de reproduction de l'homme », dans la perspective macrosociale soulevée par Malthus, ne peut se contenter des idées d'exemplarité ou de cas typique, dont s'inspiraient les monographies de ses prédécesseurs. Mais, d'autre part, une agrégation simple des 199 budgets de Ducpétiaux ne peut convenir, puisque les familles enquêtées sont de niveaux économiques et sociaux très disparates, et que leurs dépenses diffèrent fortement selon ces niveaux. La célèbre loi apparaît ainsi comme une conséquence de ce problème d'agrégation empirique visant à mesurer le « coût de l'homme ».

Les indicateurs de Ducpétiaux permettent de répartir les familles en trois classes : familles ouvrières nécessiteuses, sans aucune fortune, devant être partiellement entretenues par la charité publique ; familles à faibles revenus ne recevant cependant aucune assistance publique ; familles aisées, dans la mesure où leur existence ne dépend d'autrui en aucune manière. Les parts de la nourriture dans les dépenses sont respectivement, pour ces trois classes, de 62 %, 55 % et 50 %, ce qui conduit Engel à énoncer sa loi, et même à en formuler une expression mathématique, comme un « modèle », qu'il resterait à estimer : « le niveau des dépenses de nourriture croît avec la diminution du bien-être selon une progression géométrique ». Bien que les « variables » ainsi reliées soient très différentes de celles de la « loi » de Malthus (population, ressources), sa formulation grammaticale et son vocabulaire (croissance, progression géométrique) semblent directement inspirés par celle-ci<sup>1</sup>.

Dans son article de 1857, puis dans un autre publié en 1895, Engel soulève les principaux problèmes de ce qui sera, plus tard, la ligne de l'analyse *économique* des budgets de familles, reprise ensuite par Allen, Bowley, Houthaker. Il pose la question de la mesure de la « taille de la famille » et propose une échelle d'équivalence dotée d'une unité, le « Quet » (en hommage à Quetelet). Le nouveau-né vaut 1 Quet. Cette valeur s'accroît de 0,1 Quet par an, jusqu'à 25 ans pour les hommes et 20 ans pour les femmes. Ainsi un homme adulte vaut 3,5 Quets et une femme adulte vaut 3 Quets. Le problème de l'évolution des structures de budgets dans le temps est aussi soulevé, à partir de la comparaison entre des données recueillies en 1853 et 1891. Ceci permet de comparer des élasticités-revenus instantanées et temporelles : la part de la nourriture selon le revenu ne diminue pas aussi vite de 1853 à 1891 que ne l'aurait laissé prévoir la « loi » de 1857.

---

1. Cette formulation à propos des dépenses de nourriture est la seule « loi » formulée par Engel. L'Américain Carroll Wright la reprit en 1876, mais lui en adjoignant trois autres, concernant les vêtements et l'habitation (invariables selon le revenu), et les dépenses diverses (croissantes). Cet ensemble de « lois » est parfois présenté à tort comme « les quatre lois d'Engel ».

### 3. Pauvres anglais et ouvriers français

L'analyse de type économique inaugurée par Engel est aujourd'hui banale. Mais, pour le XIX<sup>e</sup> siècle, elle est relativement isolée. Les finalités des enquêtes de ce temps sont différentes des questions soulevées par Engel, et différentes aussi selon les pays. Ainsi, en Angleterre, toute l'attention est portée sur la question de la *pauvreté*, alors qu'en France les budgets sont recueillis et interprétés pour le *monde ouvrier dans son ensemble*, puis, plus généralement, pour des groupes sociaux identifiés par leurs professions.

Une question a hanté les législateurs anglais depuis quatre siècles : comment assister les pauvres et conjurer le danger social qu'ils constituent, mais comment le faire de façon économiquement rationnelle ? Des lois sur les pauvres (*Poor Law*) ont scandé l'histoire de l'Angleterre, en 1601, en 1795 (loi dite de Speenhamland, analysée par Polanyi, 1983), en 1834 (loi « libérale » créant les *workhouses* et la distinction entre secours en asile et secours à domicile), et enfin en 1909. Les premières enquêtes sont liées au vote de la loi de Speenhamland (Stigler, 1954). En 1795, le pasteur Davies recueille 127 budgets de familles très pauvres. En 1797, Eden publie les budgets de 60 familles agricoles et de 26 familles non agricoles. Ces budgets ne sont pas agrégés en tableaux synthétiques. Ils servent à illustrer des arguments en faveur d'une loi accordant un minimum vital aux plus pauvres.

Un siècle plus tard, entre les années 1880 et 1920, d'autres enquêtes importantes ont lieu en Angleterre, toujours dans le contexte des débats sur la pauvreté. Elles sont menées notamment par Booth, Rowntree et Bowley (Hen-nock, 1987). Elles sont plus centrées sur les revenus que sur les budgets de dépenses, mais ceux-ci sont enregistrés de plus en plus souvent. Les questions à traiter portent sur une catégorisation fine des pauvres selon les caractéristiques de leurs revenus et de leurs modes de vie. Les définitions de différents « seuils de pauvreté » (*poverty line*) sont discutées en détail. Enfin, c'est aussi dans ce contexte qu'émergent pour la première fois l'exigence de *représentativité* de l'échantillonnage, et l'idée de précision des estimations, formulée en termes probabilistes d'intervalles de confiance (Bowley, 1906). Il s'agit d'étayer le plus solidement possible des débats aux conséquences concrètes. Comment traiter la pauvreté ? Faut-il réformer la loi de 1834, dont le caractère répressif apparaît de plus en plus insupportable à certains réformateurs sociaux ? Le traitement de la pauvreté doit-il être local (charité paroissiale) ou national (début du *Welfare State*) ? C'est le débat sur cette dernière question, particulièrement concrète, qui fait émerger le problème technique de la représentativité et de l'échantillonnage, dont Bowley propose une solution, avec l'idée, alors nouvelle, de tirage aléatoire. Le formalisme technique est ici étroitement lié à l'usage social des enquêtes (Desrosières, 2000).

Le passage progressif d'une questionnement local à un questionnement national entraîne un changement des procédures d'enquêtes. Vers 1905, un autre glissement résulte d'une nouvelle question « nationale », que les responsables politiques anglais se posent à la suite des difficultés rencontrées lors de la « guerre des boers » en Afrique du Sud. L'industrie britannique est-elle compétitive par rapport à ses concurrentes, française ou allemande ?



Ceci implique notamment une étude des *coûts comparés de la main-d'œuvre* dans les trois pays. Pour répondre à cette question, différente de celle sur la pauvreté, le *Board of Trade* anglais lance en 1905 une enquête comparative portant sur 5605 familles ouvrières en France, 5046 en Allemagne et 1944 en Grande-Bretagne (Board of Trade, 1909 ; Brousse, 1957). Cette enquête constituera, plus tard, une référence importante pour les bâtisseurs de séries longues (Brousse, Saunier, Thélot), en raison de la taille et de la composition de l'échantillon. Elle porte sur « les ouvriers » et non plus seulement sur les pauvres. Elle est en principe « nationale » et non plus seulement « locale ». Les questionnaires sont distribués dans une trentaine de villes plutôt grandes, notamment « par les syndicats de salariés », selon une méthode de type « quotas empiriques ». Les dépenses enregistrées couvrent un *mois* (octobre 1905).

Traitement de la pauvreté (depuis deux siècles), compétitivité comparée de l'industrie, tels sont deux usages des enquêtes budgets de famille britanniques, dès avant 1914. Les contextes français et allemands de ces mêmes enquêtes sont différents. Celles-ci sont moins orientées vers des usages directs. Elles sont en revanche insérées dans des théorisations sur la famille et sur les rapports sociaux (Le Play), sur les spécificités des classes sociales (Halbwachs), ou sur les grands équilibres démo-économiques (Engel). Le thème de la pauvreté, récurrent en Grande-Bretagne, est moins omniprésent en France. Les enquêtes de Villermé et des hygiénistes, dans les années 1830 et 1840, décrivent les conditions de vie des plus pauvres, mais ne sont pas centrées sur les budgets. En Angleterre, l'industrialisation et l'urbanisation précoces ont créé, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, de vastes quartiers rassemblant des personnes déracinées et coupées des solidarités traditionnelles. La question de l'aide publique et de son montant se pose brutalement. En France, en revanche, la montée d'un monde ouvrier distinct du monde agricole a été très progressive tout au long au XIX<sup>e</sup> siècle. Les premières enquêtes françaises sur les budgets, celles de Le Play et de ses disciples à partir dès années 1850, visent à étayer des considérations à propos des conséquences morales du salariat marchand et capitaliste sur la vie familiale des ouvriers, dont les ressources dépendent désormais d'un revenu purement monétaire, et non plus de liens sociaux directs : patronage, aides, « subventions »<sup>2</sup>. C'est moins la pauvreté économique que la nature du lien social résultant du salariat ouvrier que visent les enquêtes de Le Play. Ceci constitue une différence radicale avec les enquêtes britanniques.

Les questions de représentativité et d'agrégation des budgets « individuels » (c'est-à-dire portant sur *une* famille) sont donc posées de façon différente en Angleterre et en France. Il ne s'agit pas, pour Le Play et ses disciples, de décrire des « budgets moyens » pour des catégories définies à partir de « seuils » variés, mais de décrire en détail, par une procédure monographique, un cas jugé typique, illustrant une thèse sur les conditions de l'équilibre et de la stabilité d'une famille, ouvrière, agricole ou artisanale. L'idée de milieu social, caractérisé par la cellule familiale et les conditions économiques et sociales de

---

2. Les analyses du conservateur traditionaliste Le Play ont, sur ce point, des analogies avec celles de Marx. Cette parenté en apparence surprenante entre les sociologues du XIX<sup>e</sup> siècle est analysée par Nisbet (1984).

sa reproduction, sous-tend l'enregistrement des budgets individuels. Ceux-ci n'ont pas vocation à être agrégés (totalisation statistique de nombres détachés de la personne dont ils émanent) mais à être insérés dans une description plus vaste de la vie morale et économique de la famille (totalisation monographique des divers aspects d'une même personne).

Cette distinction entre deux formes de totalisation, soit sur des items, soit sur des personnes (ou des groupes sociaux), se perpétuera d'une certaine manière dans une opposition plus récente entre des analyses portant sur des variables (économétrie), ou sur des individus ou des groupes (analyse des correspondances), opposition évoquée lors de débats méthodologiques, dans les années 1970 et 1980. En amont de ces débats, une explicitation des conceptions différentes de la totalisation, liées à des usages spécifiques et distincts, aide à en mesurer mieux les enjeux : action sectorialisée portant sur des variables, dans le premier cas, description ou jugement portant sur une situation globale, une personne ou un groupe social, dans le second. Seule une analyse des usages rhétoriques de l'argument statistique permet de comprendre des débats qui ne sont dits méthodologiques qu'en raison de la tendance à l'autonomisation formelle des méthodes, et à l'autonomisation professionnelle des méthodologues. Les enquêtes de Le Play ne soulèvent pas de telles questions sur les techniques de traitement des données, puisque leurs commentaires sont littéraires et ne recourent à aucune mise en forme statistique. Cependant il est possible de suivre, de Le Play à certains sociologues actuels adeptes de l'analyse des correspondances, une parenté de démarche, opposée à celle d'autres sociologues et de la plupart des économistes, qui préfèrent par exemple la régression logistique. Les premiers portent leur attention sur la constellation globale des attributs d'une personne ou d'un groupe, tandis que les seconds s'attachent à des variables, détachées de ces mêmes personnes et mises en relation par l'économétrie ou par l'analyse multivariée. De ce point de vue, la rhétorique de Le Play s'inscrit dans une tradition longue et toujours vivante, même si les outillages formels en ont beaucoup évolué<sup>3</sup>.

#### 4. Halbwachs et la tradition durkheimienne

Pourtant, si une certaine continuité peut être montrée entre Le Play et les recherches sociologiques ultérieures (notamment par opposition aux analyses en termes de variables : revenu, élasticités par produits, que privilégieront les économistes), les discontinuités sont aussi marquées. Le Play et ses disciples ont une vision traditionaliste de la société et anti-académique de la science sociale. Hostiles au cumul théorique ou statistique des connaissances acquises grâce à leurs monographies, ils ne peuvent dialoguer avec la sociologie

---

3. Une analyse détaillée de la continuité et des transformations de cette tradition est proposée par Alain Chenu, dans une réédition commentée de la monographie sur «Les Mélouga», poursuivie par Le Play et ses disciples, de 1856 à 1906. Il y insiste notamment sur les effets de la progressive introduction du raisonnement statistique dans le traitement des budgets de famille (Alain Chenu, postface à Le Play, Cheysson, Bayard, Butel, 1994). Sur l'histoire de l'école leplaysienne, voir aussi Kalaora et Savoye (1987).

universitaire telle qu'elle sera défendue par Durkheim et ses élèves<sup>4</sup>. Parmi ceux-ci, Maurice Halbwachs reprend le matériel proposé par les « budgets de famille », mais il l'insère dans un réseau d'arguments et d'usages éloignés de ceux des leplaysiens. L'idée que l'enquête permet d'explicitier la cohérence globale d'une constellation d'attributs est conservée, mais elle est transposée du cas individuel d'une famille à l'ensemble d'un groupe social, la classe ouvrière, afin de montrer ce qui la distingue du reste de la société<sup>5</sup>. Du coup, il devient possible de mettre en œuvre un raisonnement statistique, en croisant des variables, par exemple le revenu et la catégorie sociale, pour montrer que le revenu est loin de rendre compte, à lui seul, des variations des budgets. Cette mise en balance des capacités respectives de ces deux critères de tri à rendre compte des différences entre budgets deviendra un classique, dans les publications de l'INSEE des années 1970 et 1980<sup>6</sup>.

Les recherches détaillées d'Halbwachs sur les budgets ouvriers ne peuvent utiliser des données françaises. Il critique les procédures des monographies leplaysiennes, qui sont, de toute façon, en trop petit nombre pour le traitement statistique recherché. Il utilise, pour sa thèse « *La classe ouvrière et les niveaux de vie* » (1912), des données allemandes issues de deux enquêtes menées, l'une par l'Office statistique du Reich, l'autre par le syndicat des ouvriers des métaux. Par ailleurs, il a fait lui-même une petite enquête en France, en 1907, auprès de 52 ménages ouvriers et 33 ménages paysans (Halbwachs, 1914). Dans la présentation de celle-ci, il mentionne qu'elle a été faite « sur les indications et pour le compte de Seebown Rowntree, qui cherchait à déterminer les conditions de vie des ouvriers et paysans en France par les mêmes méthodes qu'il avait étudiées dans son livre : *Poverty, a study in town life* ». Or Rowntree (membre de la famille propriétaire de la firme alimentaire de même nom) est un acteur important du mouvement anglais des enquêtes sur la *pauvreté*, évoqué ci-dessus. Halbwachs reprend la technique de l'enquête budget, mais l'intérêt pour « les pauvres », typiquement anglais, est remplacé, dans sa recherche, par l'accent mis sur « les ouvriers », et, plus généralement, sur l'idée de milieu social, plus caractéristique de la sociologie française, leplaysienne aussi bien que durkheimienne.

La façon dont Halbwachs parle du monde ouvrier diffère à la fois de celle des conservateurs traditionalistes leplaysiens et de celle des réformateurs sociaux anglais. Au moralisme, catholique des uns et protestant des autres, s'oppose

---

4. Ce parti-pris d'empirisme et d'hostilité contre toute théorisation est particulièrement clair dans un livre souvent présenté comme un aboutissement de la démarche leplaysienne : Du Maroussem (1900), *Les enquêtes, pratique et théorie*. Conscient des critiques portées à la notion de « cas typique », il propose que les enquêtes ne portent plus sur un seul cas, jugé typique, mais sur trois, en y ajoutant les deux cas les plus extrêmes dans la distribution d'une variable, estimant suggérer ainsi la variabilité des cas. Au même moment, les notions d'écart-type et de variance sont déjà utilisées par les statisticiens influencés par l'école biométrique de Karl Pearson.

5. Baudelot et Establet (1994) analysent de façon pédagogique la manière dont Halbwachs prend appui sur les budgets de famille pour développer sa théorie originale des classes sociales.

6. Il serait utile de savoir si la confrontation systématique de ces deux critères, qui résulte d'une relative proximité, dans l'INSEE, entre les personnes intéressées par l'économie et par la sociologie, a été aussi poussée dans d'autres pays.

un effort pour comprendre de l'intérieur les contraintes propres au travail des ouvriers, coupés des interactions sociales fréquentes dans les autres classes, et marqués par le caractère matériel de leur environnement quotidien. Halbwachs est proche du mouvement ouvrier, mais il n'intervient pas dans les controverses politiques. Il invente une façon pour parler du monde ouvrier aussi éloignée du moralisme bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle que du dogmatisme de certains marxistes de l'après-guerre. L'analyse des budgets de famille constitue une sorte de fil conducteur de cet empirisme compréhensif, du début à la fin de sa carrière<sup>7</sup>. Dans les années 1930, il décrit l'évolution de la société américaine à travers les structures des budgets des ouvriers de Detroit ou Chicago, comparées à celles de Européens du début du siècle (Halbwachs, 1933).

L'intérêt d'Halbwachs et de son ami Simiand, tous deux durkheimiens, pour le monde du travail, résulte non seulement de leur conception théorique de la sociologie, mais aussi d'un mouvement de mobilisation plus large, administrative et juridique autant que scientifique, autour des « questions du travail », entre les années 1890 et 1910. Ce mouvement, lié à la crise économique mondiale des années 1875 à 1895, a conduit à la création, un peu partout, d'*Offices du travail*, institutions d'enquêtes, d'études et de préparation des législations nouvelles codifiant et protégeant le travail salarié. Dans ce cadre, les enquêtes sur les budgets ouvriers se multiplient : Carroll Wright aux États-Unis, Engel et les syndicats en Allemagne, Rowntree et Bowley en Angleterre. Toutes ces enquêtes sont principalement centrées sur *les travailleurs*, vus notamment à travers la question du *salaire nécessaire*, et non pas sur la population globale des « consommateurs », comme ce sera le cas, après 1945, avec des enquêtes vues comme des « études de marché » décrivant la consommation par produits.

### 5. 1914 : une enquête budget de la SGF

En France, un *Office du travail* a été créé en 1891, et la *Statistique générale de la France* (SGF) lui a été rattachée. Certains leplaysiens (Du Maroussem) y collaborent, et la méthode des monographies y est pratiquée. Le jeune Simiand est, un temps, bibliothécaire de cette institution. Halbwachs publie en 1914, dans le *Bulletin de la SGF*, les résultats de son enquête de 1907. En 1913, Chéron, ministre du Travail, institue une commission « chargée des études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles et à leur formation, dans les familles ouvrières et paysannes ». Dans ce cadre, une sous-commission est créée, dont le programme de travail est significatif. Il indique les objectifs de la première enquête « officielle » sur les budgets de famille, organisée par la SGF, en 1914, juste avant le déclenchement de la guerre. Ce programme suggère les questions alors jugées sociales, c'est-à-dire impliquant une intervention publique et donc une investigation statistique :

---

7. Il meurt d'épuisement et de faim à Buchenwald, en 1945. Jorge Semprun, témoin de ses derniers moments, les raconte dans « *L'écriture ou la vie* » (1995).

- I Réadaptation de l'invalidé au travail.
- II Régime alimentaire dans les familles ouvrières et rurales. Part de l'alcool dans le budget familial. Rapport de l'habitation avec la santé et la vie du travailleur.
- III Adaptation de l'adolescent au travail. Apprentissage.
- IV Dépeuplement des campagnes, a) par l'émigration, b) par la rareté des familles nombreuses (Dugé de Bernonville, 1916)

Les thèmes généraux ainsi formulés expriment une demande sociale, combinant, comme c'est souvent le cas, des questions directement exprimables en mesures quantifiées (part de l'alcool dans le budget, rareté des familles nombreuses) et des problèmes pour lesquels le statisticien doit fabriquer des indicateurs (adaptation de l'invalidé ou de l'adolescent au travail). La procédure d'enquête mélange des aspects issus de la statistique du XIX<sup>e</sup> siècle (enquêtes administratives des préfets, monographies sur des cas typiques) et d'autres annonçant les enquêtes par questionnaire du XX<sup>e</sup> siècle, avec même une intuition du « tirage aléatoire », évoqué mais jugé irréalisable compte tenu de la « répugnance des familles à fournir des renseignements d'ordre intime ».

Les questionnaires, de deux types, résument ce mélange. Le premier est « relatif à chaque famille visitée ». Il porte sur « la composition détaillée de la famille, la morbidité, l'état de l'habitation, la valeur du loyer, les conditions professionnelles, les revenus, la durée du travail, les dépenses d'alimentation, chauffage et éclairage, la formation professionnelle ». La partie proprement « budget » au sens moderne est insérée, au passage, dans une vaste série de questions. Le deuxième « questionnaire » peut sembler d'une nature radicalement différente du premier, puisqu'il s'applique à « l'ensemble d'une localité » : nombre des familles et répartition par profession, état des industries rurales, désignation des personnes invalides, émigration rurale, coût de l'entretien des enfants dans les familles ouvrières ». Les procédures et les circuits d'enregistrement seraient aujourd'hui distincts. Or, à l'époque, la responsabilité de documenter ces deux formulaires portant, l'un, sur « les familles » et, l'autre, sur « la localité » est confiée aux mêmes personnes, notables et personnes ayant des contacts fréquents avec les familles à enquêter :

« ... instituteurs, secrétaires de mairie, médecins, pharmaciens, négociants, industriels, agriculteurs, artisans, fonctionnaires divers tels que inspecteurs du travail ou de l'Assistance publique, magistrats, ingénieurs, maires, conseillers généraux, conseillers d'arrondissements, etc... »

Un quart des questionnaires remplis sont signés par des instituteurs. L'instituteur vit au milieu des familles dont il instruit les enfants : le mode d'existence de ces familles n'a guère de secret pour lui. Puis, c'est surtout la mère de famille dont il importe de gagner la confiance et l'instituteur est naturellement en rapport avec les mères, plus qu'avec les pères empêchés par le travail de veiller sur les enfants » (Dugé de Bernonville, 1916).

La SGF ne disposant pas de «directions régionales», les enquêtes sont centralisées par les préfets, au niveau des départements. En juillet 1914, 57 départements sur 87 ont envoyé à Paris des questionnaires. Le résultat est un mélange entre des procédures variées, où la statistique formalisée moderne pointe derrière l'enquête ethnographique :

« Dans le mémorandum qui accompagnait les questionnaires, on recommandait de faire porter les observations sur des familles de revenu peu élevé, mais prises au hasard. On indiquait un moyen commode d'opérer : sur la liste nominative des habitants établie lors du dénombrement de 1911, pointer les ménages de 5 en 5 ou de 10 en 10, et substituer à toute famille aisée, ou qui ne paraîtrait pas devoir fournir des renseignements assez sûrs, la première famille venant ensuite et susceptible d'être retenue. On aurait pu obtenir ainsi, avec un nombre suffisant de monographies, une représentation assez exacte de l'ensemble des familles modestes du pays.

En réalité par suite d'une répugnance générale des familles à fournir des renseignements qui leur paraissent d'ordre trop intime pour être divulgués, les enquêteurs se sont adressés surtout aux familles qu'ils connaissaient déjà ou qu'ils savaient avoir un intérêt quelconque à se laisser interroger avec complaisance. C'est ainsi que dans quelques communes on a choisi les familles parmi celles qui avaient formulé des demandes en vue de bénéficier des avantages accordés par la loi de 1913 sur les familles nombreuses.

Dans d'autres cas, ce sont les chefs d'industrie eux-mêmes qui ont fait procéder aux enquêtes auprès d'un certain nombre d'ouvriers de leur entreprise. Là encore les familles choisies sont le plus souvent prises parmi celles qui ont reçu des avantages spéciaux provenant d'institutions patronales. A ces conditions seulement, il a été possible de rassembler un nombre suffisant de questionnaires contenant des indications utiles.

D'une manière générale, les formules sont remplies avec soin sauf toutefois celles, en nombre relativement faible, qui ont été remplies par les chefs de familles eux-mêmes. En principe, c'est l'enquêteur qui a noté les renseignements après avoir interrogé les intéressés et contrôlé les données fournies, par tous les moyens à sa disposition.

Les questionnaires reçus sont par suite d'une valeur inégale; on y constate souvent des lacunes, principalement en ce qui concernent les chiffres relatifs aux consommations et aux dépenses, mais tous présentent, par quelque côté, un certain intérêt. Dans l'espace ménagé pour les observations générales, les enquêteurs ont rédigé des notes qui complètent d'une manière utile les chiffres inscrits et qui ont souvent permis, lors du dépouillement, de les contrôler et de rectifier des erreurs » (Dugé de Bernonville, 1916).

Les critères de « qualité » de l'enquête sont ainsi hybrides, entre la représentativité du tirage aléatoire, et celle résultant de ce que les familles ont été

« bien choisies », parmi celles qui avaient « un intérêt quelconque à se laisser interroger avec complaisance », parce qu'elles avaient bénéficié de certains « avantages spéciaux ». Le critère du « sérieux de la réponse » l'emporte alors sur celui de l'échantillonnage au hasard, inconnu en France pour encore trente ans, alors que, dès 1906, Arthur Bowley l'avait utilisé pour des enquêtes anglaises sur la pauvreté. Les relevés de dépense portent sur une semaine, ce qui conduit Dugé de Bernonville à observer « qu'on ne saurait prétendre en tirer des conclusions précises sur l'importance des dépenses », mais qu'en revanche on peut les utiliser pour analyser leurs variations, selon divers critères comme le revenu ou la taille de la localité.

Au bout du compte, 1764 questionnaires de familles sont exploitables, portant sur 1101 ouvriers, 152 employés, 196 artisans et petits commerçant et 315 ouvriers agricoles. Les résultats sont ventilés, pour les ouvriers, en croisant catégories de revenus (en 8 tranches) et taille de la localité (plus et moins de 10 000 habitants).

Cette enquête est organisée en 1914 par la SGF, qui est alors incluse dans un organisme plus vaste, l'*Office du travail*. Celui-ci a été, depuis sa création en 1891, une sorte d'ancêtre des institutions modernes de recherche en sciences sociales et en économie, mi-administratives et mi-scientifiques : INSEE, INED, CREDOC. Il a lancé plusieurs investigations, sur les salaires et la durée du travail (1893), sur l'appareil productif (1910) et enfin sur les budgets de famille, en 1914. Entre 1910 et 1914, les prix de détail, très stables depuis des décennies, commencent à fluctuer de façon plus marquée. Les idées de « coût de la vie » et d'indexation des salaires sur les prix apparaissent. C'est pourquoi la SGF organise, pour la première fois, une enquête administrative sur les budgets familiaux. Mais celle-ci est interrompue par la guerre. Malgré tout, son auteur à la SGF, Dugé de Bernonville, en publie les résultats en 1916 et 1917. Son compte-rendu porte trace des motivations initiales de la « commission Chéron » de 1913.

## 6. 1920-1940 : de petites enquêtes pour des usages spécifiques

Entre 1920 et 1940, la SGF n'organise aucune enquête nationale sur les budgets. Les rares opérations entreprises sont locales, souvent sur des initiatives privées, et pour des usages spécifiques : indexation des salaires, comparaison internationale des coûts de la main-d'œuvre, création ou revendication d'allocations familiales, étude des conséquences du chômage, ou des accords Matignon de 1936<sup>8</sup>. Ces enquêtes portent sur de petits échantillons. Elles circulent peu, et restent cantonnées à leurs usages locaux et spécifiques. A *contrario*, la période 1940-1960 pourra être caractérisée par la progressive construction d'un système d'enquêtes présentant des traits opposés : mise en

---

8. Cette période et ces enquêtes sont décrites en détail par Antoine Savoye (1994) : *Les débuts de la sociologie empirique* (Méridiens-Klincksieck), et notamment dans le chapitre 2 : « La famille au microscope : les enquêtes sur les budgets des familles ouvrières », dont on s'est inspiré dans cette analyse de la période 1920-1940.

place du réseau des Directions régionales du SNS puis de l'INSEE (1946), introduction de la méthode des sondages et de la notion de représentativité au niveau national, thèmes d'enquête de moins en moins spécialisés, pour aboutir aux grandes enquêtes, générales et nationales, des années 1960. Mais un retour sur la période 1920-1940, souvent considérée comme vide du point de vue des enquêtes budget, permet de reconstituer un éventail d'usages dont le rassemblement justifiera ensuite l'investissement coûteux des grandes enquêtes.

Les *relations de travail* restent, durant cette période, le principal domaine d'usage de ces enquêtes. Les questions relatives à une « économie de la consommation » ou à des « études de marché », essentielles après 1950, sont encore absentes. En mars 1919 est votée une loi sur les « conventions collectives ». Celles-ci incluent souvent des clauses d'indexation. En février 1920 est créée une « Commission centrale d'études relatives au coût de la vie », en principe associée à la SGF. Mais les négociations de salaires sont encore peu centralisées. La perception et la confrontation des « habitudes de dépenses », des « besoins » et des pratiques salariales sont encore fortement locales. La « nationalisation » (au sens d'unification nationale des grilles de perception, de négociation et de réglementation) se fera plus tard, entre 1936 et les années 1960. Les espaces politique (celui des relations sociales) et cognitif (celui des outils de description) évoluent en agissant l'un sur l'autre et en se constituant mutuellement : la décentralisation et la construction européenne des années 1980 et 1990, créant de nouveaux espaces politiques, induisent aussi de nouveaux espaces statistiques.

En 1920, des « commissions régionales sur le coût de la vie » sont créées dans 60 départements. Elles construisent des « nombres-indices régionaux », correspondant aux dépenses d'une famille ouvrière de quatre personnes, ce qui suppose une enquête sur un échantillon de ménages. Mais, faute de crédits, ce système fonctionne peu (Landry, 1927). Quelques commissions départementales établissent des indices, mais leurs enquêtes ne sont pas soutenues ni contrôlées par la SGF qui n'a ni moyens ni échelons régionaux<sup>9</sup>. Cette situation est d'autant plus paradoxale que, dans les mêmes années, le *Bureau international du travail* (BIT), créé en 1920, a organisé plusieurs conférences autour des questions d'indices de prix et d'enquêtes. Il publie un manuel sur « *Les méthodes d'enquêtes sur les budgets familiaux* » (Richardson, 1926). Mais ces recommandations ne rencontrent aucun relais institutionnel en France.

Comme cela avait déjà été le cas en 1905 avec l'enquête comparative internationale du *Board of trade* anglais, c'est par le biais d'une demande et d'un financement de la compagnie américaine Ford que, en 1930-1931, le BIT organise une enquête dans quatorze grandes villes européennes (dont Paris et Marseille). Elle vise à comparer les coûts de la vie et les salaires, en vue de l'implantation et de la gestion des filiales de la multinationale Ford. Les enquêtes sur les budgets ouvriers sont alors plus utilisées par les entreprises

---

9. Un compte-rendu d'une telle enquête locale est fourni pour la région lyonnaise, par Antonelli (1921).



dans l'optique des coûts salariaux, que dans celle des consommations par produits et du marketing, comme ce sera le cas après 1950, toujours pourtant avec des financements américains (CREDOC).

Une autre catégorie d'usages naît dans la même période : l'analyse des budgets apparaît nécessaire pour étayer des revendications de politique familiale, comme la création d'allocations familiales, formulées par des associations catholiques. Cet usage induit des enquêtes spéciales comme celle de Clouet (1927) portant sur neuf budgets d'ouvriers et d'employés de Paris et Roubaix. Cette tradition d'usage à des fins d'argumentation familialiste se poursuivra plus tard avec les enquêtes de l'INED et des Caisses d'allocations familiales (CAF). Elle diffère aussi bien de la tradition sociologique (Halbwachs) que de la tradition économique d'étude des élasticités, bien que la question des échelles d'équivalence tenant compte du nombre et de l'âge des enfants fasse le lien entre ces trois optiques.

À la brillante exception d'Halbwachs, et à la différence des pays anglo-saxons, le monde universitaire français n'a pas produit, jusqu'aux années 1930, de recherches sociologiques empiriques, notamment sur les budgets. À ce moment, une impulsion et des financements viendront encore de l'Amérique, à travers la Fondation Rockefeller. Celle-ci suscite, en 1931, la création de l'*Institut scientifique de recherche économique et sociale* (ISRES), dirigé par Charles Rist, et financé par une aide américaine jusqu'en 1948 (Mazon, 1985). Sous son égide, sont menées des enquêtes particulières sur les effets de la crise, du chômage, et du Front populaire de 1936. La plus vaste est celle de Gabrielle Letellier, sur les chômeurs. Elle comporte un volet sur les budgets, dont la méthodologie (forme des carnets, durée d'enregistrement) est très fouillée (Letellier, 1949). Elle mobilise des universitaires (Halbwachs, Marjolin), des responsables des relations sociales sur le terrain, inspecteurs du travail (Letellier) et ingénieurs (Zuber) et enfin des travailleuses sociales. Interrompue par la guerre, cette enquête ne sera publiée qu'en 1949.

Une autre enquête, soutenue par l'ISRES, est menée par un universitaire, Delpech, en 1937. Elle porte sur 100 ménages toulousains et cherche à comparer trois milieux sociaux, en analysant les budgets de 40 ouvriers, 40 employés et 20 « personnes aisées » (fonctionnaires et rentiers), et notamment leurs évolutions entre 1936 et 1937. Son compte-rendu se réclame de la démarche d'Halbwachs, mais il est sous-tendu par une thèse éloignée des idées de celui-ci. Les employés ont été injustement défavorisés par rapport aux ouvriers lors des accords salariaux de 1936. Des jugements sévères sont portés sur le mode de vie des ouvriers, dans un langage proche de celui de certains auteurs du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette dernière enquête de l'avant-guerre est significative, d'une part, par ses résultats, puisque peu de budgets de cette époque ont été recueillis, et sa méthode (une esquisse de panel suivi sur deux années consécutives), mais aussi, d'autre part, par une rhétorique politico-morale qui disparaîtra dans les comptes-rendus des travaux d'après 1946.

Toutes ces enquêtes locales, privées, portant sur des petits échantillons peu représentatifs, seront, au cours des dix premières années de l'INSEE, de 1946 à 1956, remplacées par des enquêtes qui, progressivement, auront des traits

opposés, jusqu'à celle de 1956, menée avec le CREDOC. Celle-ci sera la première à être à la fois nationale, représentative de toute la population, et issue d'un échantillon aléatoire. Cette évolution rapide est liée à une transformation complète des usages et des interprétations de ces enquêtes. Celles-ci seront désormais intégrées à un réseau centralisé de statistique publique, et orientées par un projet de reconstruction puis de modernisation d'une société où la croissance de la consommation occupera une place centrale.

## 7. 1946-1956 : la « nationalisation » des enquêtes sur les budgets

Dès sa création au printemps 1946, l'INSEE effectue une enquête sur les « dépenses et consommation de 1502 ménages de salariés de la région parisienne, dont le niveau social correspond au plus à celui d'ouvrier qualifié ou d'employé » (Rémerly, 1948). C'est la première fois depuis 1914 que la statistique publique effectue une telle opération. À partir de cette date, les enquêtes sur les budgets, puis, plus généralement, sur les « conditions de vie des ménages », vont se succéder à un rythme soutenu, jusqu'à nos jours. La mesure de la *consommation* et des *taux d'équipement* en biens durables, de leur évolution et de leur hétérogénéité selon les groupes sociaux, devient un élément clé à travers lequel la société se pense elle-même, exprime ses progrès, ses contradictions et ses crises. Le débat social prend appui sur les résultats de ces mesures, soit pour magnifier le chemin parcouru (Fourastié invente l'expression des « trente glorieuses »), soit pour dénoncer des injustices et des inégalités sociales. Plus tard, à partir des années 1970, le débat portera sur la pertinence des indicateurs de consommation, et sur leur interprétation. La relation entre l'objet statistique construit à partir des enquêtes et son usage démonstratif redeviendra moins limpide.

De ce point de vue, on pourrait parler des trente glorieuses *de cet usage des statistiques de consommation*, dont les éditions successives de *Données sociales* (la publication triennale de synthèse de l'INSEE) portent témoignage jusqu'au milieu des années 1980. L'édition de 1984 contient une étude de Michel Glaude, « Diversité et cohérence des budgets », qui rassemble un éventail de méthodes d'analyse et d'interprétations et offre un échantillon des usages spécifiques à cette période. Dans les cinq éditions suivantes de *Données sociales*, de 1987 à 1999, le thème de la pauvreté et de la précarité, peu présent en tant que tel auparavant dans les travaux statistiques en France (à la différence de l'Angleterre), apparaît explicitement, et occupe un espace de plus en plus grand. D'une certaine façon, les enquêtes budget sont caractéristiques de la période qui va des années 1950 aux années 1980, non seulement par leurs résultats et leurs tableaux, mais aussi par leur fréquence et par la diversité de leurs objectifs et de leurs usages. Un langage commun, tout à la fois descriptif, évaluatif et normatif, a été mis en place entre 1945 et 1965, puis abondamment utilisé entre 1965 et 1985, pour être partiellement remplacé par d'autres langages, encore en gestation, depuis cette date.

Les dix premières années (1946-1956) des enquêtes budget marquent une transition entre les objectifs et les méthodes des rares enquêtes antérieures, et ceux des nombreux travaux qui suivent. Cette mutation peut être qualifiée de « nationalisation » des enquêtes, en donnant à ce mot un sens plus large que son sens habituel, tout en l'incluant. Ces enquêtes sont menées par un service public doté d'une forte implantation régionale, l'INSEE, et non plus, comme auparavant, sur des initiatives privées et locales, financées parfois par des fonds américains (Fondations Ford et Rockefeller). Par ailleurs, elles couvrent progressivement *toute la France*, et *tous les groupes sociaux*. Enfin, elles sont faites sur des échantillons aléatoires représentatifs de la population entière, et non plus sur des échantillons empiriques.

Après la libération de la France, en 1945, l'intérêt général, justifiant le financement et l'organisation de ces « vastes enquêtes », est fondé sur deux questions, jugées socialement assez importantes pour nécessiter l'intervention d'un service public, l'INSEE. Celui-ci n'est pas, à son origine, un organisme de recherche producteur de connaissances scientifiques, comme l'est le CNRS. Il doit produire des *informations* utiles pour l'action, c'est-à-dire des mises en formes, dans un langage communément accepté, des questions reconnues comme relevant d'une responsabilité de la collectivité. L'introduction de l'article présentant la première enquête budget, celle de 1946, indique la nature de ces deux questions : l'inflation et la malnutrition.

« L'INSEE a procédé, en 1946, à la demande de la Commission supérieure du coût de la vie, à d'assez vastes enquêtes sur les conditions d'existence des familles de salariés. Ces enquêtes répondent à des besoins multiples d'ordre économique et social dont les moindres ne sont pas la détermination des coefficients de pondération des indices du coût de la vie ainsi que l'appréciation de la valeur quantitative et qualitative du régime alimentaire de diverses catégories de population » (Rémerly, *Bulletin SGF*, 1948, p. 154).

La loi sur les conventions collectives, prévoyant la possibilité d'indexer les salaires sur le « coût de la vie », avait été votée en 1920, mais peu appliquée jusqu'à 1936. En revanche, entre 1936 et 1939 puis après 1945, dans de nombreuses branches d'activité ont été négociées et signées de telles conventions, incluant non seulement des clauses d'indexation, mais aussi une codification et une uniformisation des qualifications et des statuts des salariés : catégories Parodi pour les classifications des ouvriers, collègues électoraux des délégués aux comités d'entreprise, statut de la fonction publique, régimes de protection sociale et de retraite. Cette extension et cette « nationalisation » (au sens d'unification nationale) des conventions régissant le travail salarié justifient et rendent évidente la nécessité de construire un système statistique cohérent avec ce nouveau mode de gestion : indices du coût de la vie, enregistrement des budgets des familles de salariés « dont le niveau social correspond au plus à celui d'ouvrier qualifié ou d'employé », et aussi nomenclature socioprofessionnelle ajustée au vocabulaire des conventions collectives.

La comparaison avec la période des années 1920 est éclairante. L'idée d'indexation était déjà apparue. Mais il semblait alors qu'elle ne pouvait être appliquée que localement. Les « Commissions départementales du coût de la vie » avaient végété, tandis que la « Commission centrale » ne se réunissait même pas. On pourrait décrire cette situation en observant que la SGF ne disposait pas alors des moyens financiers et humains, ni de l'infrastructure territoriale permettant ces opérations. Cela est vrai, mais semble imputer le faible développement du système statistique du temps à l'ignorance des responsables politiques. C'est ce que faisait souvent Alfred Sauvy dans ses récits sur les années 1920 et 1930. On peut aussi observer que n'existait pas encore l'ensemble du réseau social, tout à la fois politique, institutionnel et cognitif, qui rendra nécessaires et évidentes des opérations inconcevables 25 ans plus tôt. *A contrario*, on ne retrouve pas trace de contestations des enquêtes menées à partir de 1946. Bien sûr, Closon, le directeur de l'INSEE, devait négocier chaque année la survie de son institution et notamment de ses directions régionales (Touchelay, 1993). Mais l'utilité et l'importance des enquêtes sont jugées telles que, au bout du compte, et en s'associant avec d'autres institutions (INED, INH, CREDOC) qui contribuent à leur financement, celles-ci sont réalisées. Elles sont même de plus en plus « nationalisées », au sens précisé ci-dessus, c'est-à-dire étendues à la France entière et à tous les groupes sociaux.

Les enquêtes antérieures à 1946, et la plupart de celles menées jusqu'en 1956, sont limitées à certaines villes, et à certains groupes, en général les « salariés modestes ». Ces limitations ne résultent pas seulement de la pénurie des moyens alloués. La restriction des observations aux ouvriers et aux employés est issue des usages anciens, liés aux analyses des effets sociaux de l'extension du salariat ouvrier, et aux conventions d'indexation des salaires sur les prix. L'idée de décrire et de comparer par des mesures statistiques *l'ensemble des classes sociales* est très peu répandue avant les années 1940. Le principe d'égalité des droits juridiques des citoyens remonte à 1789, mais la visée d'une égalité sociale, au moins tendancielle, des chances de tous, n'est définitivement inscrite dans le paysage politique (et dans la Constitution) qu'après 1945. L'analyse statistique des *inégalités sociales*, presque inexistante avant cette date<sup>10</sup>, devient un des thèmes essentiels des travaux de l'INSEE. Le glissement des enquêtes, des « salariés modestes » à la « population entière », résulte ainsi de cette évolution du contexte normatif et évaluatif dans lequel baigne l'institution statistique. La société entière devient un espace d'équivalence potentielle et de comparabilité. Cet espace est symbolisé par l'urne probabiliste où sont tirés des échantillons représentatifs.

Une autre raison, toute différente, mais aussi importante, conduit à ce glissement. Dès 1948, apparaît une nouvelle catégorie d'usages des enquêtes sur les budgets de famille : les *études de marché*, pour un ensemble de produits. Si l'on imagine les résultats d'une telle enquête présentés sous la forme d'un vaste tableau, où chaque ménage occupe une ligne, les postes de dépenses étant

---

10. Seules les inégalités *du revenu* étaient étudiées depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Armatte, 1995).

répartis en colonne, les études de marché, c'est-à-dire de *consommation par produit*, reviennent à privilégier la lecture des colonnes, au détriment des lectures en lignes, dominantes depuis Le Play, Engel ou Halbwachs. Cette lecture est relativement nouvelle, et ouvre un champ d'usages complètement différents de ceux qui avaient précédé. Les enquêtes antérieures étaient limitées en ligne (les familles de certaines villes, ou de certains groupes sociaux). Désormais, certaines enquêtes sont limitées en colonne, en portant sur certaines catégories de produits<sup>11</sup>. Ce sont les «enquêtes spécialisées». Les deux premières sont réalisées en 1948, par P. Thionet et R. Lévy-Bruhl. Elles portent respectivement sur les textiles et sur le ravitaillement. Elles sont les premières à être représentatives de «l'ensemble des ménages français», et à être issus d'échantillons aléatoires, de 4086 ménages pour l'une (textile) et 4237 pour l'autre (ravitaillement)<sup>12</sup>.

L'usage en termes de marché potentiel pour certains biens de consommation implique nécessairement des évaluations globales, et donc une couverture de toute la population pour la France entière. Les statistiques du commerce extérieur et des variations de stocks permettent de confronter la consommation et la production, en établissant des équilibres des ressources et des emplois par produit. Cette technique deviendra usuelle pour construire les tableaux de biens et services de la comptabilité nationale, et pour les projeter vers des années futures, dans le cadre d'une planification indicative conçue comme une «étude de marché généralisée». La construction d'une comptabilité «nationale» sera une étape essentielle de la «nationalisation» du système statistique. Celle des enquêtes budget en constituait un préalable indispensable.

## 8. Éléments de sociologie des usagers et de leurs usages

Les travaux d'évaluation des productions de la statistique publique distinguent souvent, d'une part, les usages directement utiles de celle-ci, pour l'action, la décision ou l'argumentation dans une négociation, et, d'autre part, des usages dits scientifiques, orientés vers une accumulation du savoir en tant que tel. Mais cette distinction elle-même dépend d'une définition sociale de la science et du travail scientifique. Ainsi l'usage des enquêtes budget pour la comptabilité nationale peut être, selon le point de vue, rattaché à l'une ou l'autre de ces catégories d'usages. Par comparaison avec les autres sciences, les sciences sociales universitaires (économie et sociologie) sont souvent dans une situation paradoxale. Les définitions, les nomenclatures et les procédures d'enregistrement de leur matériel empirique sont élaborées par d'autres institutions, dont la finalité n'est pas seulement la production d'un savoir scientifique, du moins au sens académique. Pourtant cette opposition

11. Quelques enquêtes antérieures avaient porté sur l'alimentation de la classe ouvrière, mais avec un objectif très différent de celui de l'étude de marché.

12. Cette méthode de l'échantillonnage aléatoire avait déjà été expérimentée depuis 1942, sur des enquêtes de natures différentes, au Service national des statistiques (SNS, prédécesseur de l'INSEE) par Stoetzel.

classique entre usages « utilitaires » et usages « scientifiques » apparaît formelle dès lors que l'on étudie la dynamique de la conception, du financement, de la réalisation et des usages des enquêtes.

Cette dynamique passe par la consolidation de la légitimité et de l'autorité de l'institution statistique. Dans un premier temps, celle-ci est fragile. Elle a besoin d'alliés et de partenaires pour justifier et partager ces investissements coûteux. Cela lui permet notamment de rester proche de ces usages encore peu nombreux, et de bien les connaître. Puis, progressivement, la légitimité de l'enquête et celle de l'institution grandissent. Les usages deviennent suffisamment répandus et diversifiés pour qu'il ne soit plus nécessaire d'explicitier précisément l'utilité directe de ces travaux, au moment de leur conception ou de leur publication. En revanche, des objectifs scientifiques généraux, économiques ou sociologiques, peuvent leur être assignés. Les usages « utilitaires » arrivent presque par surcroît. Ils sont nombreux et dispersés dans des contextes de plus en plus variés. Mais ils sont aussi de moins en moins connus et suivis par l'institut de statistique. Celui-ci voit arriver des « demandes », mais les usages des informations demandées, c'est-à-dire leur insertion dans leur contexte propre, deviennent presque hors d'atteinte<sup>13</sup>.

L'évolution des enquêtes budget entre les années 1940 et 1960 illustre bien ce schéma général. Un réseau de production et d'utilisation des enquêtes se constitue à partir de quelques pôles bien spécifiés, autour de l'INSEE. Ces pôles et l'INSEE se renforcent mutuellement, bien que chacun poursuive des objectifs différents, dans leurs mondes à eux. L'important est que, à partir de 1946, l'existence d'enquêtes budget apparaisse comme un point de passage obligé, ce qui n'avait pu être fait dans les années 1920 et 1930. Chacun des pôles à un intérêt propre spécifique, mais, peu à peu, se dégage un intérêt général, qui deviendra celui de l'INSEE. De plus les pôles spécifiques doivent, pour être entendus, être dotés de *représentants*, capables de formuler et de traduire, dans le langage désormais commun de la statistique, les intérêts *a priori* dispersés et hétérogènes de leurs mandants. Cette étape de constitution de porte-parole qualifiés est essentielle pour que puisse se tisser le réseau de production et d'usage d'un outil statistique. Ici encore la comparaison avec la période antérieure montre que le fait nouveau, après 1945, est l'émergence d'au moins quatre types d'intérêts spécifiques, exprimés par des représentants autorisés : l'indexation des salaires, la reprise de la natalité, l'accès à une alimentation satisfaisante du point de vue médical, le développement des marchés des biens de consommation. Ces quatre objectifs sont représentés respectivement par les syndicats (de salariés et d'employeurs), l'INED, l'Institut national d'hygiène (INH), et le CREDOC.

Dans les années d'après-guerre, l'inflation est rapide. Les syndicats de salariés sont puissants. Leurs relations avec le patronat et l'État sont désormais régulées par des négociations nationales (et non plus locales), et inscrites dans

---

13. L'Inspection générale de l'INSEE a réalisé, dans les années 1990, d'intéressantes expériences d'évaluation des enquêtes sur les conditions de vie des ménages et sur l'emploi. Celles-ci permettent d'entrevoir, à travers les critiques et les souhaits formulés par certains usagers, l'éventail très large leurs usages.

des conventions collectives de branches, elles aussi nationales. La pression pour que soit calculé et publié un indice « officiel » des prix est donc beaucoup plus forte que dans les années 1920. Les controverses autour de cet indice marquent l'histoire de l'INSEE dans les années 1950, et laisseront une trace persistante dans la mémoire collective des statisticiens, autour de l'idée d'indépendance du travail statistique par rapport à toute pression extérieure. Les premières enquêtes budget sont explicitement justifiées par le besoin d'ancrer le calcul de l'indice sur des pondérations issues de dépenses effectivement observées et non plus sur des « budgets-types » normatifs, négociés par les représentants des salariés, des patrons et de l'État. L'indice apparaît comme le langage commun et la référence, extérieurs aux parties en présence, permettant d'économiser du temps et de l'énergie, de conflits ou de négociations. Le débat porte désormais sur l'automaticité de l'indexation (question de l'échelle mobile), mais la référence à un indice change le contenu de la négociation.

Toute cette époque est marquée par des débats autour des notions de norme, de « minimum vital », de besoins, « fondamentaux » ou non. Analysant les pratiques de consommation des familles ouvrières, Chombart de Lauwe (1956) distingue des comportements « de préoccupation » et « d'intérêt libre ». L'existence d'une longue série d'enquêtes sur les dépenses va peu à peu faire disparaître ces perspectives implicitement normatives. D'autres controverses surgiront, dans les années 1970, sur la continuité et l'identité dans le temps de produits dont la dynamique même du marché tend à bouleverser en permanence la « qualité » et les gammes de spécifications, ce qui rendra plus complexes à la fois la tenue des carnets de compte des enquêtes budget, et les relevés de prix. Mais, pour longtemps, ce calcul des pondérations des indices de prix aura constitué la première justification des enquêtes, même si, plus tard, celle-ci apparaîtra secondaire dans l'ensemble de leurs usages.

Le volume de la population, le taux de natalité comparé à celui d'autres pays, la forme de la pyramide des âges, constituent de longue date en France des questions jugées sociales, c'est-à-dire relevant de la responsabilité de la collectivité nationale. Cela est moins vrai dans d'autres pays européens, Grande-Bretagne, Allemagne ou Italie. La spécificité de ce type d'intérêt a conduit, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'autonomisation d'une science « démographique » par rapport aux autres domaines de la statistique. En France, des statisticiens et des démographes se sont spécialisés dans la traduction scientifique de cet objectif nataliste : Jacques Bertillon, Adolphe Landry, Alfred Sauvy, Gérard Calot. L'*Institut national d'études démographiques* (INED) est créé par Sauvy en 1945 en affirmant explicitement ce double objectif, politique et scientifique, dans son statut initial<sup>14</sup>. Un autre courant, voisin mais en partie différent par ses acteurs, insiste sur la défense de la famille et des enfants, et milite par exemple pour les allocations familiales. Les *Caisses d'allocations familiales* (CAF) sont créées dans les années 1930 et 1940, et regroupées en 1945 en

---

14. L'INED lui aussi évoluera dans le sens d'une restriction de ses objectifs statutaires à la seule connaissance scientifique, dans les années 1970, tout en diversifiant l'éventail des disciplines avec lesquelles la démographie dite « pure » peut s'articuler : biologie, sociologie, économie, histoire, géographie (Desrosières, 1997).

une *Union nationale* (UNCAF), devenue la CNAF en 1967. Ce courant familialiste (plutôt catholique) converge avec le courant nataliste (plus laïc), en cherchant à étayer ses revendications par des évaluations des budgets des familles nombreuses et du coût des enfants (Bloch et Glaude, 1983).

En 1946 et 1948, Alain Girard organise à l'INED trois enquêtes sur les dépenses de familles de salariés de la région parisienne, ou de militaires, en excluant les célibataires (et les « familles complexes »). Ces trois enquêtes sont distinctes de celles de l'INSEE, mais bénéficient du soutien technique de celui-ci. Elles sont analysées dans la perspective des charges spécifiques à l'élevage et l'éducation des enfants. Plus tard, l'INSEE ayant accru la couverture et la fréquence de ses enquêtes sur les budgets, l'INED s'orientera vers d'autres enquêtes sur des thèmes plus spécifiques, la fécondité, la contraception, le logement ou l'éducation. Mais l'usage familialiste des enquêtes reste spécifique, avec par exemple une enquête commandée par l'UNCAF au CREDOC en 1963, portant sur des familles nombreuses suivies pendant un an, ce qui était exceptionnel. Plus tard encore, dans les années 1980, les évaluations du « coût de l'enfant » menées à l'INSEE seront abondamment utilisées par les CAF et par le mouvement familialiste associatif, regroupé dans l'UNAF.

La partie *alimentaire* du budget des familles, historiquement la plus importante (en quantité et par l'attention qu'elle suscitait) intéresse un autre groupe d'usagers, différent des précédents, celui des médecins spécialistes des questions de malnutrition, très importantes dans les années 1940. Ceux-ci, regroupés dans l'*Institut national d'hygiène* (INH, devenu plus tard l'INSERM), avaient déjà mené, pendant l'occupation, des enquêtes sur l'alimentation, centrées sur les quantités consommées et leurs caractéristiques en termes de nutrition (calories, parts des protides, des lipides et des glucides). Les relevés ne portaient pas sur les dépenses, mais sur les menus des repas, les quantités consommées, les entrées et sorties des stocks des ménagères. De 1948 à 1951, l'INSEE et l'INH s'associent pour combiner dans les mêmes enquêtes les deux perspectives des dépenses et des quantités consommées. La première enquête budget menée sur un échantillon entièrement aléatoire est ainsi organisée par l'INSEE et l'INH en 1948 (1589 ménages). Elle porte sur les « dépenses et consommation de familles de salariés de la région parisienne ». L'introduction de son compte-rendu, en 1949, montre comment a été pensée la combinaison des objectifs des deux instituts :

« L'enquête effectuée en 1948 par l'INH et l'INSEE répond à un double besoin :

Du point de vue alimentaire, il convient de suivre les effets de la disparition progressive du rationnement. En particulier on peut se demander si la hausse des prix n'oblige pas certaines couches sociales à se contenter d'une alimentation insuffisante, et si au rationnement par les tickets ne se substitue pas aujourd'hui un rationnement par les prix. De même il y a lieu d'examiner si des habitudes alimentaires irrationnelles contractées pendant la période de restriction ne persistent pas aujourd'hui dans une certaine mesure.



Du point de vue budgétaire, il est intéressant d'examiner la répartition des dépenses des familles entre les différents achats. Ainsi la proportion de la dépense totale qui sera consacrée à des achats strictement nécessaires à l'existence permettra dans certains cas d'évaluer l'état de gêne ou de bien-être dans lequel se trouve telle catégorie sociale. De plus une étude directe permet seule de se faire une idée sur la charge effective que représente pour une famille tel besoin particulier, par exemple : les transports, le logement, le tabac. On sera ainsi en mesure d'évaluer la répercussion sur les budgets familiaux des hausses ou des baisses diverses qui pourraient intervenir. Enfin une pondération correcte des indices du coût de la vie ne peut reposer que sur une étude préalable de la répartition des dépenses.

L'enquête du printemps 1948 se distingue des précédentes du fait que, la première en France, elle a été conduite suivant les méthodes des sondages représentatifs. Elle doit donc permettre une appréciation plus sûre des conditions de vie dans les milieux étudiés » (*Bulletin de la SGF*, janvier-mars 1949, pp. 37-38).

La collaboration entre l'INSEE et l'INH se poursuit de 1948 à 1951 et porte sur six enquêtes, toutes sur des familles de salariés. Deux sont consacrées aux mineurs, à Lens et Saint-Etienne. Des informations complémentaires sur les revenus ont pu être obtenues d'autres sources, ce qui fait ressembler ces deux enquêtes aux monographies locales d'avant guerre<sup>15</sup>. À partir de 1952, l'INSEE et l'INH poursuivent séparément leurs enquêtes. À l'INH, les travaux de Claudian et Trémolières sur la consommation alimentaire et la nutrition constitueront, jusqu'aux années 1970, des exemples d'un usage des enquêtes inscrit dans un contexte de santé publique et de diététique médicale, très différent des usages socio-économiques développés par l'INSEE puis par le CREDOC.

## 9. Naissance d'une économie de la consommation

*Le Centre de recherches et de documentation sur la consommation (CREDOC)* a été créé en 1953, avec l'aide des crédits américains de l'aide Marshall, pour développer la recherche, alors presque inexistante en France, sur l'économie de la consommation. Dirigé par Georges Rottier puis par Edmond Lisle, il a ouvert la voie à une nouvelle catégorie d'usages, d'au moins trois types différents : études de marché, comptabilité nationale, économétrie des comportements de consommation.

Une extrême pénurie des biens de consommation de base règne dans les premières années de l'après-guerre. Le ravitaillement et les textiles sont rationnés par des tickets. Beaucoup de logements ont été détruits. Jusqu'à

---

15. Une expérience a même été faite, en 1948, d'une enquête sur les budgets d'un échantillon d'employés salariés de l'INSEE, volontaires pour remplir les carnets de compte. Le compte rendu s'interroge sur le biais éventuel résultant de la très forte part des femmes dans la population enquêtée (*Bulletin SGF*, 1949).

1950, les enquêtes budget sont dominées par ces questions. Puis, dans la décennie suivante, les industries de consommation se développent. À la différence des années 1920 et 1930, elles produisent, selon les techniques de la grande série plus ou moins taylorisée, pour une large partie de la population. Leurs marchés sont moins localisés. Le Plan Monnet a permis d'encadrer et d'orienter des investissements publics dont les premiers financements sont provenus de l'aide Marshall. L'idée de croissance est inscrite dans le projet modernisateur d'une génération de haut fonctionnaires qui, en une dizaine d'années, crée la Sécurité sociale, EDF et le CEA, organise la planification indicative, met en place un système de statistique publique et une comptabilité nationale. Dans celle-ci, l'agrégat de la consommation occupe une place centrale. Sa croissance est présentée, dès le début des années 1950, comme le symbole de la sortie des dures années 1940. Les projets collectifs usent de ce taux de croissance comme d'une référence commune, un point de ralliement facile à intégrer dans des énoncés largement diffusés. Rien de comparable n'existait dans les décennies antérieures. Un espace de débat public est ainsi ouvert, dans lequel d'ambitieux projets sont formulés dans le langage de la statistique et des enquêtes, qui trouvent là leurs raisons d'être. Elles offrent à la société en croissance des années 1950 et 1960 un cadre de pensée, pour agir et évaluer le chemin parcouru, un miroir pour se représenter son évolution.

Un glissement de vocabulaire est significatif. À partir des années 1950, on parle autant d'*enquêtes de consommation* que d'*enquêtes sur les budgets*. Celles-ci offraient, naguère, une image de la pauvreté (pour les Anglais), ou d'un mode de vie ouvrier irréductiblement différent de celui des autres classes (pour Halbwachs). Ces lectures existent bien sûr toujours dans les années 1950 : il reste large matière pour cela. Mais un nouveau mode d'usage se déploie. Il s'appuie sur les études de marché portant sur des biens particuliers, sur les agrégats de la comptabilité nationale, et sur les premières études économétriques des comportements des consommateurs.

Le CREDOC joue, entre 1955 et 1965, un rôle clé pour mettre au point, tester et promouvoir plusieurs des éléments de ce nouveau réseau, avant que l'INSEE ne les reprenne, à une tout autre échelle, dans les années 1960. Il fait le lien entre plusieurs mondes : les industries de biens de consommation et les bureaux de marketing, le *Service des études économiques et financières* (SEEF) créé par Claude Gruson pour bâtir une comptabilité nationale, l'INSEE qui, depuis 1946, a accumulé une première expérience des enquêtes budget, l'économétrie universitaire naissante, que personne n'a encore *appliquée*. La revue *Consommation* publie des travaux reliés à ces quatre mondes. En 1956, l'INSEE et le CREDOC organisent ensemble la première enquête budget *complète*, sur un échantillon aléatoire de 16 000 ménages représentatifs de toute la population. Desabie et Rempp en tirent un bilan nuancé, en 1965, dans une étude documentée sur les enquêtes antérieures :

« L'enquête générale INSEE-CREDOC de 1956 est fort loin d'avoir été une réussite parfaite (les consommations ont, en moyenne, été nettement sous-estimées, leur total étant cependant encore supérieur de

15 % au revenu déclaré). Elle marque néanmoins une étape essentielle dans les progrès de l'étude des consommations des particuliers.

Elle a montré, beaucoup en doutaient, qu'il était possible de réaliser une enquête générale sur leurs revenus et leurs dépenses, auprès d'un échantillon rigoureusement aléatoire de ménages représentatifs de l'ensemble de la population. C'est, de plus, la première enquête française dont l'exploitation économétrique ait été assez complète» (Desabie, Rempp, 1965).

Les enquêtes budget antérieures, menées depuis près d'un siècle, n'avaient pas fait l'objet de traitements statistiques élaborés. Dans un premier temps (Le Play, Cheysson), les réponses ne sont même pas agrégées, mais présentées individuellement, à la suite les unes des autres. Puis des tabulations croisant le niveau de revenu, le groupe social ou la taille de la commune ont permis de comparer des structures de budget. Engel puis Halbwachs avaient soulevé la question du lien entre des analyses comparatives synchroniques, *en coupe instantanée*, possibles à partir d'une enquête, et des comparaisons *dans le temps*. Dans les années 1950, les enquêtes budget commencent à nourrir des modèles de *prévision*, soit pour des études de marché de biens particuliers, soit pour des projections macroéconomiques à court ou moyen terme. Les anciennes formulations simplement comparatives sont désormais exprimées en termes d'élasticité-revenu, reliant les variations des consommations à une variation de revenu. Les élasticités calculées à partir des budgets de groupes de ménages différents observés lors d'une enquête, sont-elles adaptées pour prévoir les effets d'une variation future des revenus d'un groupe de ménages? Cette question, cruciale pour la modélisation économique des comportements de consommation, suscite, à partir de 1960, des recherches économétriques, commencées au CREDOC par Georges Rottier et Nicole Tabard, puis poursuivies à l'INSEE par Gabriel Vangrevelinghe, Philippe L'Hardy et André Villeneuve.

## 10. L'effet d'une variable et sa mise en scène

Ces analyses économétriques sont différentes, de plusieurs manières, des lectures sociologiques antérieures, en dehors même du fait que l'outillage statistique y est plus sophistiqué. L'objet de l'attention principale est désormais *une variable*, l'élasticité, et non plus *un groupe de ménages*, défini par exemple par son niveau de revenu ou son groupe social. Ces deux optiques sont bien sûr souvent mises en relation. Les élasticité-revenu sont-elles les mêmes d'un groupe social à l'autre? Evoluent-elles dans le temps d'un même pas? Ces questions sont longuement étudiées dans les analyses des enquêtes budget des années 1960 et 1970. Pourtant la focalisation sur des variables plutôt que sur des groupes est significative d'une évolution importante du réseau des usages des enquêtes. Celles-ci sont désormais plus directement associées à des actions sectorielles, à des décisions ou à des évaluations de politiques spécifiques. Une variable est souvent l'expression d'une modalité rationalisée de l'action. En effet le langage des variables, issu des sciences expérimentales,

est celui de la généralisation, du dépassement des contingences particulières d'une situation. Or la planification d'une action gagne à être étayée par des énoncés généraux, portant sur des variables et transcendant une configuration singulière complexe. La question de l'*effet d'une variable*, peu imaginable dans un contexte de description d'une situation historique, devient pertinente dans un autre contexte, celui d'une généralisation, en vue d'une action éventuelle et de l'évaluation de celle-ci.

Cette distinction entre une logique synthétique de description globale et une logique analytique plus directement liée à l'action est illustrée par l'organisation, à partir de 1956, d'enquêtes budgets ne portant pas sur l'ensemble de la population, mais sur des groupes précisément sélectionnés pour faire ressortir les « effets » de certaines variables. Desabie et Rempp (1965) en citent trois exemples. Dans chaque cas, les modes de constitution des échantillons sont très différents du « tirage aléatoire » garantissant la représentativité de l'ensemble d'une population. Ils visent au contraire à construire, par un quasi-protocole expérimental, les conditions d'application d'hypothèses de type « toutes choses égales par ailleurs ». Ainsi, en 1956, une étude entreprise par la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA, ancêtre de l'Union européenne)...

...« a pour but de comparer les niveaux de vie des travailleurs de la Communauté. Pour éviter l'influence de facteurs perturbateurs, le domaine étudié est étroitement limité; ouvriers de la sidérurgie, des mines de fer et de charbon. Les familles sont choisies sur des critères très restrictifs. Elles sont composées de deux conjoints et deux enfants à charge de moins de 14 ans; seul le chef de famille travaille; son salaire se situe à l'intérieur d'une marge de dispersion de 15 à 20 % autour du salaire moyen de son groupe; l'ouvrier est de la nationalité du pays où il travaille; il peut rentrer chaque soir au foyer familial.

Les familles interrogées sont volontaires. L'échantillon (440 pour la France) n'est donc pas désigné par le sort. L'enquête n'a nullement pour objectif l'estimation d'agrégats. Les conditions d'enregistrement des données sont très favorables : milieu peu réticent, assez étroit pour qu'une propagande efficace puisse l'atteindre; familles rémunérées (pour la première fois dans une enquête française), ayant accepté de tenir un carnet de comptes pendant un an » (Desabie et Rempp, 1965, à propos de l'enquête CECA de 1956).

En 1960, une autre enquête, faite par l'INSEE à la demande du Ministère de la construction vise à comparer...

...« la structure des budgets de ménages habitant des logements neufs et des ménages analogues habitant des logements anciens. Le but est d'étudier l'incidence du niveau des dépenses d'habitation sur les autres postes de dépenses. Pour cela deux échantillons, provenant respectivement de logements neufs et anciens, sont étudiés. Le premier est aléatoire, mais le second est choisi non pas de manière à être représentatif de logements anciens, mais de manière à être aussi com-

parable que possible au premier échantillon » (Desabie et Rempp, 1965, à propos de l'enquête INSEE-logements neufs de 1960).

Enfin une troisième enquête « analytique » est citée. Elle porte, en 1963, sur les « conditions de vie des familles nombreuses ». Elle est organisée par Nicole Tabard au CREDOC, à la demande des Caisses d'allocations familiales (UNCAF). Là encore, le champ de l'enquête est limité, « aux familles allocataires de salariés du régime général de Sécurité sociale, résidant dans des villes de plus de 10 000 habitants et ayant entre 2 et 6 enfants allocataires ». Les carnets de compte sont suivis un an. Cette enquête sera la première à faire l'objet d'une analyse économétrique *sur données individuelles*.

Ces trois exemples d'enquêtes analytiques de 1956, 1960 et 1963, menées pour trois institutions, la CECA, le Ministère de la construction, l'UNCAF, montrent comment des usages spécifiques, orientés par des politiques sectorielles, peuvent induire des modalités d'enquêtes dont les critères sont différents de ceux de l'enquête représentative « générale ». La condition de *représentativité* est remplacée par des conditions particulières de comparabilité *ceteris paribus*, en renonçant éventuellement au tirage aléatoire pour lui substituer un échantillon de volontaires dont on attend une meilleure qualité des réponses. Plus tard, la question de l'élimination des « facteurs perturbateurs » sera traitée dans un cadre plus général et moins explicitement orienté vers des politiques particulières, à l'aide d'une technique simulant un protocole expérimental artificiellement construit. Les méthodes de régression logistique permettent de distinguer analytiquement les effets propres des variables dites « explicatives », comme s'ils étaient engendrés par un tel protocole. D'une telle analyse peut résulter un modèle d'action autant que de description, utilisable pour des prévisions ou des évaluations des effets, voulus ou non, d'une modification éventuelle d'une variable explicative.

Ces techniques peuvent être appliquées à des enquêtes spécialisées, mais aussi aux enquêtes générales telles qu'elles se sont développées depuis 1963. Cette année là, l'INSEE participe à une enquête européenne, organisée par l'Office statistique des communautés européennes (OSCE, plus tard appelé Eurostat), portant sur 39 000 ménages, dont 9 000 français. Sur les cinq objectifs assignés à cette enquête, deux sont spécifiques d'un espace politique et statistique alors naissant (en 1963), celui de la Communauté européenne : « comparaison internationale du niveau de vie », et « établissement d'un schéma de pondération pour le calcul de taux d'équilibre du pouvoir d'achat des monnaies ». Ainsi débute un processus d'extension européenne des usages, différent de celui de « nationalisation » déjà évoqué, mais intéressant à comparer avec lui. Les trois autres objectifs correspondent aux trois usages ci-dessus : nutrition, études de marché, familles. Ils sont aussi libellés :

- « • combler les lacunes statistiques dans le domaine de la consommation alimentaire, tant pour l'ensemble des produits que pour certaines denrées spécifiques ;
- étudier le comportement du consommateur en fonction de ses revenus, de ses dépenses ou de sa consommation totale ; de calculer des coef-

ficients d'élasticité de la demande pour les principales catégories de dépenses et pour certains articles à déterminer ;

- étudier le facteur «taille du ménage» pour les groupes à revenus faibles et moyens, si possible pour des ménages dont les revenus ou les dépenses totales sont équivalents ou quasi équivalents». (Desabie, Rempp, 1965).

Ces cinq objectifs <sup>16</sup> devaient pouvoir être atteints en découpant la population selon quatre critères : catégorie de revenus, taille des ménages, groupe socio-professionnel, urbanisation de la région habitée. Cette enquête INSEE-OSCE de 1963 a fait l'objet de la première étude économétrique de synthèse menée à l'INSEE sur de telles données (L'Hardy, Villeneuve, 1968), à la suite des travaux du CREDOC sur l'enquête de 1956 (Tabard, 1961). Cette étude est structurée. Elle évalue des élasticités en coupe instantanée, puisque l'enquête OSCE n'a eu lieu qu'une fois.

## 11. Fiabilité des enquêtes et réalisme de leurs usages

Jusqu'en 1965, l'évolution historique des consommations ne pouvait être décrite qu'en comparant des enquêtes menées, on l'a vu, avec des objectifs et des procédures très variables. À partir de ce moment, le suivi au moins annuel de la consommation devient un objectif du système d'enquêtes et de la comptabilité nationale. Depuis 1958, une enquête d'opinion sur les « intentions d'achat » des ménages fournissait déjà un indicateur conjoncturel nouveau par rapport à ce qui existait auparavant. Les fluctuations temporelles de courte période étaient complètement exclues des usages antérieurs des enquêtes <sup>17</sup>. Quelques essais d'analyse sur longue période avaient été faits par le CREDOC (Brousse, 1957). À partir des années 1960, ce suivi n'est plus un thème marginal, mais occupe une place centrale dans le dispositif d'informations construit par l'INSEE.

Gruson, créateur de la comptabilité nationale au SEEF dans les années 1950, est nommé directeur de l'INSEE en 1961. Dès lors, la partie « consommation des ménages » des comptes nationaux est construite à l'INSEE. La phase de construction de la légitimité de l'INSEE, et notamment des enquêtes

---

16. Les objectifs ainsi affichés sont ceux du programme de l'OSCE. Plus loin dans leur compte rendu, Desabie et Rempp reviennent sur les « utilisations possibles de l'enquête », et en mentionnent quatre : « fournir une base objective au calcul des indices de prix ; améliorer les évaluations de la comptabilité nationale ; comparer les conditions de vie et les comportements des catégories sociales ; établir des modèles économétriques orientés généralement, mais pas toujours, vers la prévision ». Quatre des cinq objectifs « européens », ne sont plus mentionnés explicitement : la consommation alimentaire, le facteur « taille du ménage », et les deux objectifs proprement communautaires. En revanche sont cités : la pondération des indices de prix, la comptabilité nationale. L'économétrie, implicite dans le texte OSCE, devient explicite. Par ailleurs l'étude économétrique approfondie de L'Hardy et Villeneuve (1968) sur cette enquête ne mentionne pas sa dimension et ses objectifs initiaux « européens ». Tout ceci montre que les usages des enquêtes ne peuvent pas être confondus avec leurs objectifs affichés : la sociologie des usages reste un exercice difficile.

17. À l'exception de l'essai de Delpech comparant, pour 100 ménages toulousains, leurs budgets en 1936 et 1937 pour évaluer les effets comparés des accords Matignon.

auprès des ménages, est achevée. Par l'importance de son réseau d'appuis au Ministère des finances, Gruson obtient un accroissement décisif des crédits alloués aux enquêtes. Les projets et les programmes conçus à partir de petites opérations, depuis 1946, peuvent désormais être transformés en un système d'enquêtes de plus en plus diversifiées. Parmi celles-ci, une enquête permanente sur les budgets de famille est organisée en 1965 et sera poursuivie annuellement pendant huit ans. Ses résultats constituent dès lors un élément parmi d'autres de l'architecture complexe des équilibres globaux des comptes nationaux, qui comportent des postes « consommation ».

Deux procédures de mesure de la consommation, différentes mais non indépendantes l'une de l'autre, sont ainsi à l'œuvre. Une enquête par sondage produit des résultats dont le réalisme est enserré par les marges de l'échantillonnage aléatoire et par les incertitudes nombreuses des enregistrements élémentaires. Le réalisme des évaluations de la comptabilité nationale est d'une tout autre nature. Il résulte de la confrontation de statistiques hétérogènes, de production, de consommation, de commerce extérieur, de stocks, de prix, de marges commerciales..., sous des contraintes d'équilibres entre des ressources et des emplois. Le produit du premier réseau technique, celui des enquêtes, est une pièce du second, celui des comptes. Or, entre 1965 et 1972, les résultats de ces deux procédures partiellement emboîtées l'une dans l'autre n'évoluent pas de la même façon. L'écart est suffisant pour inquiéter les statisticiens, et pour que l'enquête permanente soit interrompue, afin d'examiner l'origine de ce qui est perçu comme « une dérive des enquêtes ».

Cette divergence peut être étudiée en termes d'inventaire de ses nombreuses causes techniques possibles. Mais elle peut l'être aussi en termes d'usages. Les deux procédures d'évaluation constituent deux ensembles cohérents d'enregistrements codifiés, de mises en formes dans des catégories, et de rhétoriques des usages. Chacun est doté d'une forme de réalisme, suggérée ci-dessus, associée à l'ensemble complet qui va des enregistrements aux usages. Cette idée de *réalisme* est distincte de l'idée classique de *fiabilité*. Celle-ci est issue des constructions métrologiques des sciences de la nature : l'objet existe antérieurement à sa mesure, qui doit se rapprocher au mieux d'une réalité indépendante de celle-ci. Dans le cas des sciences sociales, cette théorisation est plus évidemment problématique que dans celui des sciences de la nature (où elle l'est néanmoins aussi). En revanche, l'idée de réalisme inclut le réseau des usages : le réalisme d'une évaluation statistique est lui-même évalué du point de vue de ses utilisations, et des constructions qui prennent appui sur elles. Ce n'est pas une idée relativiste, en ce qu'elle ne nie pas que le monde réel existe. Mais la représentation statistique de celui-ci résulte de procédures négociées, et ajustées à des usages visant à coordonner des actions, des prévisions, des décisions ou des jugements portés sur celles-ci<sup>18</sup>. Il est significatif que les mots « évaluation » et « estimation » aient chacun deux connotations, l'une de « mesure approximative », l'autre de « jugement ».

---

18. Cette conception du réalisme est proche de celle développée pour les sciences de la nature par Hacking (2001).

Les débats à propos de la divergence des séries statistiques issues respectivement des enquêtes budget et des comptes nationaux peuvent être interprétés dans ces termes. La comptabilité nationale a été conçue et construite avec des objectifs de pilotage des politiques macroéconomiques sur le court ou le moyen terme, d'inspiration plus ou moins keynésienne. C'est dans ce cadre que réclame d'être jugé le modèle de la comptabilité nationale, et non dans un autre. En revanche les enquêtes budgets sont le produit complexe d'une évolution progressive de réseaux d'usages très anciens, dont on a esquissé l'histoire, mais dont le pilotage des politiques macroéconomiques ne fait pas partie. La confrontation des deux sources (selon un vocabulaire issu de la problématique de la fiabilité) pourrait être ainsi complétée par une confrontation des circuits d'usage, ce qui implique de leur accorder une place comparable à celle des circuits d'enregistrement.

## 12. Budgets de famille et sociologie des classes sociales

Tandis que l'économétrie de la consommation commence à se déployer, dans les années 1950 et 1960, une autre tradition séculaire d'interprétation des enquêtes budget se poursuit. Elle voit, dans le montant et la structure des dépenses d'une famille, un des résumés les plus complets et synthétiques qui soit de son appartenance à un milieu ou à une classe sociale. Cette intuition sociologique est commune à des utilisateurs des enquêtes, que tout sépare par ailleurs, comme Le Play, Halbwachs, Delpech, Chombart de Lauwe ou Bourdieu. Elle est clairement distincte des questions analytiques traitées par les économistes. Elle cherche à dégager, à partir des tableaux croisant les groupes sociaux et les postes de dépenses, une logique de classe *non réductible au revenu*. Le revenu occupe bien sûr une place centrale dans les comptes-rendus des enquêtes, depuis Engel, mais l'idée que la structure du budget exprime autre chose qu'un effet mécanique du revenu, suit elle aussi son chemin, depuis Le Play.

Il est parfois affirmé que les sociologues ne s'intéressent pas assez aux faits sociaux impliquant l'argent (salaire, épargne, crédit) et les abandonnent aux économistes. De ce point de vue, les budgets de famille font exception. Ils constituent un carrefour entre deux catégories d'usages, orientés vers des lectures différentes. Des hybridations sont bien sûr tentées. Elles sont même peut-être plus probables en France qu'ailleurs, dans la mesure où la recherche empirique en sciences sociales y est plus souvent le fait d'institutions comme l'INSEE, le CREDOC ou l'INED, éloignées des traditions universitaires et proches d'une recherche appliquée, et donc moins marquées par les barrières académiques entre disciplines, économie et sociologie. Une formation statistique peu marquée par les débats théoriques prédispose leurs membres à passer d'une grille de lecture à l'autre, ou à les combiner, comme le montrent les travaux d'Alain Darbel ou de Nicole Tabard, et plus tard, les éditions successives de *Données sociales*. En particulier, la juxtaposition ou l'association des outils de l'économétrie et de l'analyse des données ne sont pas exceptionnelles dans les années 1970 ou



1980<sup>19</sup>, alors que les chercheurs universitaire se répartissent en général entre l'une ou l'autre de ces familles de méthodes statistiques, sans les combiner.

L'intuition sociologique initiale, de type holiste, était que les pratiques sociales d'une famille sont liées entre elles par un principe structurant commun, surplombant et englobant les pratiques particulières. Pour cette raison, Le Play n'observe pas seulement le budget, mais un ensemble d'habitudes culturelles, religieuses et économiques de la famille, paysanne ou ouvrière. Halbwachs dégage des traits communs à tous les comportements des ouvriers, « éloignés du foyer de la vie sociale ». Chombart de Lauwe (1956) continue cette tradition d'examen spécifique du monde ouvrier, à travers l'interprétation minutieuse de budgets recueillis lors d'enquêtes organisées par le *Centre d'études sociologiques* (CES), appartenant au CRNS. À la différence des enquêtes de l'INSEE et du CREDOC, ces enquêtes du CES sont volontairement localisées, dans des quartiers de Paris ou de sa banlieue, ce qui permet de cumuler des observations, et de décrire des constellations empiriques d'attributs, dont la structure du budget constitue le cœur. Cheysson puis Halbwachs, comparant les « monographies approfondies » et la statistique administrative qui « ratisse large mais peu profondément », distinguaient les méthodes « intensives » et « extensives ». Cette tradition des enquêtes locales, entretenue par Chombart de Lauwe, connut ensuite une éclipse, avant d'être reprise et réinterrogée, dans un contexte tout différent, à partir des années 1990, avec par exemple le « panel lorrain » d'étude des conditions de vie des familles pauvres (prototype du « panel européen » lancé en 1994), ou encore avec les « compléments de quartier » aux enquêtes conditions de vie, demandés par le Ministère de la ville.

Jusqu'aux années 1960, les méthodes statistiques disponibles pour rendre compte de ces constellations cohérentes d'attributs et de pratiques étaient rudimentaires. La plus répandue depuis le début du siècle, consistait à croiser le revenu et le milieu social, afin de montrer que, pour un niveau fixé du revenu, les budgets des ouvriers diffèrent nettement des autres budgets, notamment du point de vue des dépenses alimentaires : Halbwachs consacre de longs passages de ses livres à des questions ainsi posées. Mais les classes sociales sont définies de façon large : ouvriers, employés, patrons, parfois fonctionnaires ou rentiers. Les « cadres » n'apparaissent pas avant les années 1950. À ce moment, la nomenclature des catégories socioprofessionnelles, construite à l'INSEE par Jean Porte, puis son usage systématique dans les recensements et les enquêtes, multiplient les possibilités d'approfondir l'intuition sociologique ancienne de la cohérence d'ensemble des pratiques d'un groupe social. Le cumul et la mise en relation des observations empiriques ouvrent la voie à une sociologie des classes sociales beaucoup plus détaillée que celle qui précédait.

Bourdieu théorise cette conception différentialiste et « distinctive » des classes avec la notion large d'*habitus*, « structure structurée » (par le passé) et

---

19. Dans *Données sociales* 1984, Glaude utilise quatre méthodes statistiques pour analyser l'enquête budget de 1979 : l'analyse factorielle des correspondances, la classification ascendante hiérarchique, l'analyse de variance, la régression logistique (pour les taux d'équipement).

«structure structurante» (des pratiques futures), (Héran, 1987). Par ailleurs les méthodes d'analyse factorielle des correspondances de Jean-Paul Benzécri arrivent à point nommé, vers 1970, pour reconstituer, à partir du fichier des enregistrements élémentaires des postes de dépenses d'une enquête budget, des sortes de portraits robots, typiques des «habitus» des diverses classes, subdivisées de façon aussi souple et détaillée que peut le rêver un sociologue imaginaire des classes sociales. Ces usages des enquêtes budget, impensables avant les années 1970, sont rendus possibles par des traitements informatiques mettant désormais en œuvre des nomenclatures détaillées, à la fois pour les catégories sociales et pour les postes de dépenses. Ceci conduit à réinterroger les origines et les usages sociaux de ces nomenclatures, héritées d'un passé parfois lointain. Le regain d'intérêt pour les questions théoriques de taxinomie sociale, à partir des années 1970, a trouvé une de ses origines dans un article de Luc Boltanski (1970), commentant et critiquant les nomenclatures de biens de consommation utilisées dans les études de l'INSEE sur «le comportement des consommateurs». Cet article, «Taxinomies populaires, taxinomies savantes : les objets de consommation et leur classement», développait un nouveau style d'usage des enquêtes-budget, en accordant une grande signification sociologique à des subdivisions fines entre les produits consommés, auparavant regroupés dans de larges fonctions. Mais c'est précisément parce qu'à l'INSEE, L'Hardy et Villeneuve (1968) avaient détaillé les résultats, qu'une telle critique pouvait être développée de façon incisive.

Ainsi, dans les années 1970, se déploient simultanément une interrogation sur l'espace social et sa structure multidimensionnelle (Bourdieu, 1979), une interprétation sociologique des postes élémentaires des carnets de compte remplis dans les enquêtes budget, et une technique statistique permettant de cartographier en même temps l'espace des classes sociales et celui des biens de consommation : l'analyse des correspondances appliquée au tableau croisant les CSP et les postes du budget. Les résultats de cette étude, portant sur les résultats de l'enquête budget de 1979 (Glaude et Moutardier, 1982) fournissent une représentation des proximités entre les groupes sociaux. Associés à ceux de recherches analogues sur d'autres sujets (mariage, lieux de résidence), ils contribuent à stabiliser l'image d'un espace social à deux dimensions, dont la structure supposée robuste est utilisée pour organiser et systématiser la présentation de la nomenclature des PCS de 1982 (Desrosières et Thévenot, 2000).

### **13. Travail, consommation, conditions de vie**

L'enquête permanente sur les budgets, organisée de 1965 à 1972, était supposée contribuer à l'évaluation de la croissance annuelle des postes «consommation des ménages» des tableaux de biens et services de la comptabilité nationale. La «dérive» alors observée par rapport à d'autres évaluations conduit à diminuer l'accent mis, entre 1963 et 1973, sur cet usage conjoncturel des enquêtes, en termes de variations annuelles. Dès lors, les enquêtes générales sur les budgets ne seront plus organisées que tous les cinq ans, en 1979, 1984, 1989 et 1994, avec des objectifs plutôt structurels :

économie de la consommation et de la famille, sociologie des groupes sociaux et, dans une moindre mesure, cadrage des études de marché. Ces dernières ont fait l'objet, depuis les enquêtes de 1948 sur le textile et sur le ravitaillement, d'un grand nombre d'enquêtes spécialisées : alimentation, habillement, chaussure, logement, énergie, santé, transport, vacances, épargne<sup>20</sup>. Le budget devient un élément parmi d'autres d'un ensemble plus vaste d'enquêtes sur les « conditions de vie », portant sur des questions autres que les dépenses monétaires enregistrées dans les carnets de compte, notamment en termes de « budget-temps » et de « production domestique », ou de sociabilité.

À partir des années 1980, la statistique publique a été sollicitée pour produire un langage statistique nouveau, offrant un point d'appui et une référence aux débats sur la pauvreté et la précarité. À ce moment en effet, le vocabulaire de l'exclusion semble, pour certains, se substituer à celui des classes et des catégories sociales, lié selon eux aux représentations sociales des années 1950 à 1970. Mais une vision politique et statistique d'ensemble aussi cohérente que celle de cette époque est encore loin d'exister. Une nouvelle génération d'enquêtes expérimentales et d'investigations en amont de la statistique proprement dite se développe, autour des notions de conditions de vie, de niveaux de vie, de précarité, retrouvant certains aspects des enquêtes anglaises de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de Booth, Rowntree et Bowley, notamment par leur caractère *local*. L'enquête dite « cumul des pauvretés » (Villeneuve et Borkowski) a été la première, puis ont suivi le « panel lorrain » et son prolongement dans le « panel européen » d'enquêtes sur les conditions de vie des familles pauvres. L'idée, ancienne mais jugée auparavant irréalisable, selon laquelle *les mêmes familles* devaient être suivies plusieurs années pour évaluer le caractère accidentel, cumulatif ou permanent de la précarité, est désormais mise en œuvre dans un panel coordonné par Eurostat (descendant de l'OSCE). Par ailleurs une recherche est menée sur la possibilité de décrire statistiquement la population des sans-abri (CNIS, 1996).

L'enquête budget, avec tenue de carnets de compte, a été successivement un outil pour décrire et traiter les questions de pauvreté (en Angleterre surtout), pour réguler le marché du travail salarié (notamment par des indexations), pour décrire la croissance d'une société dite de « consommation de masse ». Elle est alors devenue un élément dans un ensemble plus large d'enquêtes sur les « conditions de vie ». Enfin, celles-ci se sont transformées, pour exprimer les questions de pauvreté, et expérimenter de nouvelles formes de langage statistique, comme l'avaient fait les réformateurs et philosophes sociaux du XIX<sup>e</sup> siècle.

---

20. Une liste détaillée de ces enquêtes est reproduite par Desabie (1987), 267-286.

## RÉFÉRENCES

- ANTONELLI E. (1921), Une enquête régionale sur le coût de la vie, *Revue d'économie politique*, p. 606.
- ARMATTE M. (1995), *Histoire du modèle linéaire. Formes et usages en statistique et économétrie jusqu'en 1945*. Thèse de doctorat. Paris, EHESS.
- BAUDELLOT C., ESTABLET R. (1994), *Maurice Halbwachs. Consommation et société*. Paris, PUF.
- BERTHOMIEU C. (1996), La loi et les travaux d'Engel, *Consommation*, 4, 59-89.
- BLOCH L., GLAUDE M. (1983), Une approche du coût de l'enfant, *Économie et Statistique*, 155, mai 1983.
- BOARD OF TRADE (1909), *Cost of Living in French Towns. Report of an Inquiry by the Board of Trade*. London, Darling and Son.
- BOLTANSKI L. (1970), Taxinomies populaires, taxinomies savantes : les objets de consommation et leur classement, *Revue française de sociologie*, XI, 34-44.
- BOURDIEU P. (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Minuit.
- BOWLEY A. (1906), Presidential Adress to the Economic Section of the British Association, *Journal of the Royal Statistical Society*, 71, 540-548.
- BROUSSE H. (1957), Variation de structure de la consommation depuis 50 ans, *Études et conjoncture*, 5, p. 494.
- BULLETIN SGF (1949), Premiers résultats concernant les dépenses des familles de salariés de la région parisienne au printemps 1948, *Bulletin SGF, Supplément trimestriel*, INSEE, p. 37.
- CHENU A. (1994), La famille souche, questions de méthode, postface à : Le Play, Cheysson, Bayard, Butel, *Les Méloga, une famille pyrénéenne au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Nathan.
- CHOMBART DE LAUWE P. (1956), *La vie quotidienne des familles ouvrières (Recherches sur les comportements sociaux de consommation)*. Paris, CNRS.
- CLOUET H. (1927), Le budget de la famille ouvrière au temps présent, *La Réforme sociale*, avril 1927, 145-156.
- CNIS (1996), *Pour une meilleure connaissance des sans-abri et de l'exclusion du logement*, Rapport du CNIS, 29, mars 1996.
- CREDOC (1960), La consommation des ménages français en 1956, *Consommation*, VII, 2, avril-juin.
- DELPECH (1938), *Recherches sur le niveau de vie et les habitudes de consommation*. Paris, Sirey.
- DESABIE J. (1987), Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages, dans J. Affichard, éd. : *Pour une histoire de la statistique, Tome 2, matériaux*. Paris, INSEE-ECONOMICA.
- DESABIE J., REMPP J.M. (1965), Enquête sur les budgets familiaux en France, *Statistiques sociales, série spéciale*, 6, *Budgets familiaux*. Luxembourg, OSCE.
- DESROSIERES A. (1997), Démographie, science et société : le cas français, dans : J.C. Chasteland et L. Roussel (éds.), *Les contours de la démographie au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris, INED-Presses Universitaires de France, 57-93.
- DESROSIERES A. (2000), *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*. Paris, La Découverte/Poche.
- DESROSIERES A., THEVENOT L. (2000), *Les catégories socioprofessionnelles*. Paris, La Découverte.

- DUGE DE BERNONVILLE L. (1916 et 1917), Enquêtes sur les conditions de la vie ouvrière et rurale en France en 1913-1914, *Bulletin de la SGF*, tome VI, fascicule 1, octobre 1916, p. 85, fascicule 2, janvier 1917, p. 185.
- DU MAROUSSEMP (1900), *Les enquêtes. Pratique et théorie*. Paris, Alcan.
- GLAUDE M. (1984), Diversité et cohérence des budgets, *Données sociales*. Paris, INSEE, 299-318.
- GLAUDE M., MOUTARDIER M. (1982), Les budgets des ménages, *Économie et Statistique*, 140, janvier 1982.
- HACKING I. (2001), *Entre science et réalité : la construction sociale de quoi ?* Paris, La Découverte.
- HALBWACHS M. (1912), *La classe ouvrière et les niveaux de vie*. Paris, Alcan.
- HALBWACHS M. (1914), Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907, *Bulletin de la SGF*, tome IV, fascicule 1, 47-83.
- HALBWACHS M. (1933), *L'évolution des besoins dans les classes ouvrières*. Paris, Alcan.
- HENNOCK E.P. (1987), The Measurement of Poverty : from the Metropolis to the Nation, 1880- 1920, *Economic History Review*, XL, 2, 208-227.
- HERAN F. (1987), La seconde nature de l'habitus. Tradition philosophique et sens commun dans le langage sociologique, *Revue française de sociologie*, XXVIII, 385-416.
- KALAORA B., SAVOYE A. (1987), *Les inventeurs oubliés. Frédéric Le Play et ses continuateurs*. Paris, CERFISE, Ministère de l'urbanisme.
- LANDRY A. (1927), La statistique, *Documents parlementaires : Chambre*, 4 décembre 1927.
- LETELLIER G. (1949), *L'enquête sur le chômage ; tome 3 : Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation*. Paris, Sirey.
- L'HARDY P., VILLENEUVE A. (1968), Le comportement des consommateurs d'après l'enquête budgets de familles de 1963, *Études et conjoncture*, 10, octobre 1968, 3-82.
- MAZON B. (1995), La fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1925-1940, *Revue française de sociologie*, XXVI, 2, 311-342.
- NISBET R. (1984), *La tradition sociologique*. Paris, Presses Universitaires de France.
- POLANYI K. (1983), *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris, Gallimard.
- REMERY R. (1948), Budgets de familles de salariés de la région parisienne en 1946, *Bulletin de la SGF, supplément trimestriel*, avril-juin 1948. Paris, INSEE, p. 154.
- RICHARDSON J.H. (1926), *Les méthodes d'enquêtes sur les budgets familiaux*. Genève, BIT, études et documents, série N, n° 9.
- SAUNIER P. (1975), *L'évolution du coût de l'alimentation depuis le début du siècle*, INRA, économie et sociologie rurale, décembre 1975.
- SAVOYE A. (1994), *Les débuts de la sociologie empirique*. Paris, Méridiens Klincksieck.
- SEMPRUN J. (1995), *L'écriture ou la vie*. Paris, Gallimard.
- STIGLER G.J. (1954), The Early History of Empirical Studies of Consumer Behavior, *The Journal of Political Economy*, LXII, 2, avril 1954, 95-113.

## DU TRAVAIL À LA CONSOMMATION

- TABARD N. (1961), Consommation et niveau de vie de quelques groupes sociaux, *Consommation*, VIII, 2, avril-juin, 5-45.
- THELOT C. (1981), Quelques grandes tendances de la consommation des ouvriers depuis un siècle, note INSEE-Division « Études sociales », n° 1243/413 du 5 mai 1981, non publiée.
- TOUCHELAY B. (1993), *L'INSEE des origines à 1961 : évolution et relation avec la réalité économique, politique et sociale*. Paris XII, thèse de doctorat.
- VANGREVELINGHE G. (1969), Les niveaux de vie en France, 1956 et 1965, *Économie et statistique*, 1, mai, 7-21.